
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 4 (1976)

DOI: 10.11588/fr.1976.0.48650

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

HANS HÖRLING

L'OPINION FRANÇAISE
FACE A L'AVÈNEMENT D'HITLER AU POUVOIR

Deuxième Partie

L'opinion française face à l'exercice et à la consolidation
du pouvoir national-socialiste (1933-1935)*

*Autre et semblable à elle-même,
l'Allemagne annonce quels destins?*
BAINVILLE

La France, absorbée par la nouvelle crise ministérielle de janvier 1933, se vit subitement face à un nouveau gouvernement, cette fois présidé par Hitler. En saisissait-elle toute la portée? Selon l'analyse de l'ambassadeur allemand à Paris pendant cette période, Köster, la France s'est montrée surtout surprise et étonnée, car malgré la montée angoissante du national-socialisme, on ne s'attendait pas à ce que le Président Hindenburg confiât le gouvernement à Hitler.¹ Oui, l'opinion française était surprise, étonnée, peut-être inquiète; l'arrivée d'Hitler au pouvoir ne provoqua pas de panique ni même de vrai choc. La consternation enregistrée ne fut, en général, pas plus grande que celle causée par la chute du cabinet Brüning. La politique française vis-à-vis de l'Allemagne ne subit donc pas de changement sensible. Pour étudier l'année 1933, il nous devient encore plus difficile de maintenir notre schématisation en droite, gauche, centre, telle est l'augmentation de l'hétérogénéité de ces tendances. Si nous maintenons quand même cette division, c'est dû par un souci méthodologique d'une part, et d'autre part, pour éviter une rupture dans la présentation.

Ainsi, la nomenclature de cette deuxième partie sera formée par les trois chapitres suivants:

La vision de la droite: »Inquiétude sans panique«,

la vision de la gauche: »De l'exercice du pouvoir à la dictature personnelle et totale«,

la vision du centre: »La France demeure vigilante, clairvoyante et garde tout son sang-froid«.

* La première partie est paru dans: FRANCIA 3 (1975) pp. 584-642.

¹ Rapport de Köster du 11. 3. 1933 pour le Ministère des Affaires Etrangères à Berlin.

I. La vision de la droite: Inquiétude sans panique.

1. Hitler dans le fauteuil de Bismarck.

La droite qui jadis suivait vigilement chaque signe d'une menace allemande, salue avec un calme surprenant le nouveau cabinet, un calme d'ailleurs tout à fait en contradiction avec la nervosité montrée à l'égard des gouvernements allemands précédents, beaucoup moins provocateurs.^{2;3} Les journalistes de l'«Action française» manifestèrent les réactions les plus vives vis-à-vis du cabinet Hitler, bien que non conscient des différences fondamentales qui existaient entre le nouveau régime et les gouvernements antérieurs. Le 31. 1. 1933, on qualifia Hitler de révisionniste et seule la plus grande brutalité de ses méthodes servit à le distinguer de ses prédécesseurs. L'«Action française», contrairement à d'autres observateurs, ne se posait plus le problème de savoir qui, d'Hitler ou des conservateurs, deviendrait le véritable maître de l'Allemagne. Elle identifia l'installation d'Hitler à la chancellerie de l'Empire, à la prise du pouvoir définitive et absolue des nationaux-socialistes. *Voici Hitler dans le fauteuil de Bismarck. Le »Chef de bande« du Petit Parisien, le »peintre en bâtiment« du Journal, le »mahboul« du Matin, est aujourd'hui, avec son programme guerrier, le maître absolu d'un pays de soixante-dix millions d'habitants qui ne rêve que plaie et bosse.*⁴

La droite envisagea surtout les conséquences de l'avènement d'Hitler sur la politique extérieure allemande. Daudet termina un de ses articles en laissant sous-entendre qu'il n'y avait plus aucun doute que la France ne se trouvât séparée d'une guerre d'extermination *que par une feuille de papier à cigarettes.*

Delebecque analysa le même jour les raisons pour lesquelles la France était particulièrement menacée par le régime hitlérien, pourquoi Hitler était presque forcé d'agir contre la France. Il pensait qu'un homme politique qui passe de l'opposition au pouvoir, est souvent amené à faire des concessions; mais le cas d'Hitler se posait à ses yeux autrement, car celui-ci avait tant promis, qu'il fallait qu'il réalise quelque chose pour éviter un discrédit rapide. Et plus il serait difficile de le faire dans le domaine financier, économique et social, en raison des profondes divergences qui le séparaient de la majorité de ses collègues, plus il serait tenté de se rattraper sur le terrain où tous les Allemands sont unis de cœur et de pensée: la révision des traités et le châtement de l'ennemi héréditaire. Politique presque imposée. Il n'est pas besoin de lumières spéciales pour prévoir celle-ci.⁵ Delebecque continuait en ces termes:

² CAMERON, op. cit., p. 16.

³ Plusieurs journaux de droite restaient assez silencieux après la prise du pouvoir par Hitler.

⁴ LÉON DAUDET, 1. 2. 1933.

⁵ Nous constatons que lui aussi méconnaissait la vraie nature de la politique extérieure nationale-socialiste.

Les idées d'Hitler en matière de politique extérieure ont, à défaut d'une grande originalité, le mérite de la netteté. » Toute tentative « a-t-il écrit dans son livre » Mein Kampf « . . . » tendant à organiser sur les frontières de l'Allemagne une puissance militaire, doit être considérée comme une attaque dirigée contre l'Allemagne. Il est non seulement de notre droit, mais aussi de notre devoir de rendre impossible la création d'un tel état, et cela par tous les moyens, y compris la force des armes, et, s'il existe déjà, de l'anéantir.

Et, pour ne laisser place à aucune équivoque, il ajoutait plus loin: *Je souligne, et j'en suis fermement convaincu, que le cas de la lutte pour la vie ou la mort entre la France et l'Allemagne doit se présenter et se présentera . . .*⁶

Malgré ces voix sévères qui s'élevaient pour dénoncer le danger hitlérien, la droite, bien que, paradoxalement, elle continuât à se considérer comme la seule force politique capable de garantir la sécurité de la France, était la tendance qui manifestait le moins d'inquiétude vis-à-vis des conséquences que l'avènement d'Hitler au pouvoir pouvait entraîner. Ce phénomène s'explique (comme nous l'avons déjà mentionné) par le fait que, pour la droite, il n'existait pas de différences de base, en matière de politique extérieure, entre le but poursuivi par Hitler et ceux des conservateurs allemands.

Cette identification persista, même après le 30 janvier 1933. Le nouveau chancelier appartenait à la tradition révisionniste allemande. Il ne changerait donc pas la politique allemande, définie depuis longtemps. La droite estimait qu'une politique française de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne, faisant comprendre aux nazis que toute entreprise d'agression se heurterait à une résistance qui la briserait, écarterait les risques d'une guerre.

Cependant, immédiatement après l'avènement d'Hitler, la droite envisagea une future alliance entre Hitler et Mussolini, un bloc fasciste dirigé contre les démocraties européennes et, en conséquence, contre la S.D.N. . En effet, selon Bainville, tout ce qui était fondé sur une certaine identité de régime et par conséquent, sur une identité d'idées générales, devait s'écrouler si ces conditions n'étaient plus remplies. Pour Franklin Bouillon, Hitler et Mussolini formaient non seulement un bloc uni, mais préparaient en fait, déjà activement, la guerre contre la France: *A l'heure où je parle, toute l'Allemagne, toute l'Italie, . . . veulent et préparent la guerre contre nous ou contre nos alliés.*⁷

Ybarnégaray déclarait devant la Chambre, que Mussolini et Hitler jouaient une partie intimement liée. Il concluait: . . . *il existe, au Centre d'Europe, à l'endroit le plus vif, . . . un bloc puissant, redoutable, sous le signe de l'exaltation des races, sous le signe de la révision des traités, en un mot sous le signe de la guerre . . .*^{8,9}

⁶ L'Action française, 1. 2. 1933.

⁷ Journal Officiel, Débats, Chambre 1933, séance du 3. 2. 1933, p. 421.

⁸ J. O., Débats, Chambre 1933, séance du 3. 2. 1933, p. 1216.

⁹ L'ambassadeur allemand à Paris accorda une telle importance à cette prévision et à ses conséquences qu'il écrivit à son gouvernement, le 11. 3. 1933: *The conviction that a German-Italian*

L'analyse de l'opinion française vis-à-vis des conséquences que l'avènement d'Hitler au pouvoir pouvait entraîner dans le domaine de la politique intérieure allemande, porta principalement sur la stabilité du nouveau gouvernement et de son chef, sur le rapport des forces au sein du cabinet et sur la réaction des forces démocratiques hostiles aux nationaux-socialistes.

La droite crut, dès le départ, à la stabilité du nouveau gouvernement. En outre, elle alerta l'opinion publique sur l'illusion trop séduisante de vivre dans l'attente d'un éventuel *dégonflement* d'Hitler.

Si l'« Action française » estimait qu'Hitler était le *maître absolu* de l'Allemagne, il faut préciser que ce point de vue n'était pas représentatif de toute la droite.

D'autres tendances, représentées par Bainville et Pertinax, qui depuis longtemps pensaient que les conservateurs étaient les hommes politiques les plus forts et les plus dangereux d'Allemagne, ne changèrent pas d'opinion, le lendemain de l'avènement d'Hitler. Ils maintinrent l'opinion qu'Hitler était davantage l'instrument de ces conservateurs, que leur dirigeant.

Nous retrouverons ce même point de vue, bien qu'exprimé plus prudemment, au niveau du parlement qui adoptait la vieille thèse selon laquelle Hitler préparerait le retour des Hohenzollern.¹⁰

Dieu merci, la démocratie vient d'enterrer Hitler. S'il existait, parmi quelques tendances de l'opinion française, un certain optimisme illusoire, quant à la volonté et aux possibilités des forces démocratiques et surtout des socialistes allemands, de riposter, de lutter contre l'établissement d'une dictature hitlérienne, la droite au contraire n'y ayant jamais cru, les ridiculisait.

L'« Action française » ironisait sur l'impuissance de la sociale-démocratie allemande et semblait bien se réjouir du dilemme dans lequel se trouvait Léon Blum.

C'est ainsi que les socialistes français subirent, à la Chambre, les feux conjugués de l'extrême-gauche et de la droite, pour avoir surestimé les sociaux-démocrates allemands.

Jean Longuet, après être intervenu en disant qu'il y avait treize millions de voix socialistes et communistes en Allemagne,¹¹ fut ainsi attaqué avec dureté par Franklin Bouillon: *Mais qu'en (ces affirmations de Longuet) avons-nous besoin, face au triomphe d'Hitler et de la pire réaction prussienne! Et là, encore, vous qui m'interrompez, vos erreurs antérieures devraient bien vous conseiller quelque humilité. Faut-il vous rappeler les articles enthousiastes de M. Léon Blum, il y a quelques mois à peine? . . . » Dieu merci! La sociale-dé-*

bloc is being formed against France could create a situation here that would subject German-French relations to a strain such we have not experienced since the occupation of the Ruhr . . . Documents, op. cit. p. 137.

¹⁰ J.O., Débats, Chambre, 1933, 3. 2. 1933, p. 410.

¹¹ J.O., Débats, Chambre, 1933, 3. 2. 1933, p. 421.

*mocratie, en élisant Hindenburg, vient d'enterrer Hitler!« . . . Et vous le croyiez de bonne foi!*¹²

Les Allemands ne travaillent que pour des crédits militaires. La droite, finalement, resta fidèle, non seulement à sa vision de l'Allemagne éternelle, en plaçant le nouveau régime dans la tradition allemande, mais encore à sa conception de la politique extérieure à l'égard de l'Allemagne.

On continua à prêcher une politique de fermeté, en soulignant bien, que l'arrivée d'Hitler au pouvoir constituait une preuve supplémentaire de la thèse du danger allemand. Voilà la raison pour laquelle la droite refusa catégoriquement toute diminution des crédits militaires proposée par le cabinet Daladier. *Croyez-vous, Messieurs, que les réductions par millions, . . . peuvent faire plaisir à tous les Français? Je dis non, mille fois non! Mais ces réductions sont au contraire bien de nature à faire plaisir à un pays qui s'appelle l'Allemagne . . . Les Allemands ne travaillent que pour l'augmentation de leurs crédits militaires . . .*¹³

Franklin-Bouillon, en attaquant violemment la politique étrangère française, adoptait le même point de vue que celui de Thibaud.

Pour lui aussi, le militarisme allemand était redevenu le maître de l'Allemagne, dont la puissance était considérée comme plus importante que du temps de Bismarck, ou même du *grand Frédéric*; à son avis, cet esprit dominait à nouveau complètement l'Allemagne, résolue à détruire même par la force le traité de Versailles. Dans ce but, on y dressait les jeunes générations et le meilleur de la jeunesse était entraîné méthodiquement dans des soi-disant camps de travail, qui n'étaient en réalité que des organismes camouflés de préparation militaire. *En Allemagne, concluait-il, les partisans de la revanche, forts de votre faiblesse, progressaient jusqu'à mettre la main sur toutes les forces du Reich, où personne ne peut plus leur résister.*¹⁴ Nous constatons que Franklin-Bouillon, non seulement fit preuve d'un certain réalisme, à propos du militarisme qui allait croissant en Allemagne, mais encore sut mettre l'accent sur ce phénomène important que constituait l'embrigadement de la jeunesse allemande au service du nouveau régime.

Finalement, Edouard Soulier jugea la diminution des crédits militaires, face aux chants de guerre et aux cris de triomphe hitlériens, comme un acte de portée symbolique, mettant la France dans un état de faiblesse, qui ne saurait que rendre la paix moins solide.¹⁵

Reste à savoir comment les militaires et donc ceux qui ont été directement touchés par la réduction des budgets de la défense nationale, analysaient la

¹² J.O., Débats, Chambre, 1933, 3. 2. 1933, p. 421. Franklin Bouillon, dans ce discours, citait encore plusieurs exemples.

¹³ Albert Thibaud, J.O., Débats, Chambre, 1933, p. 403.

¹⁴ J.O. Débats, Chambre 1933, p. 421, 422.

¹⁵ Ibidem p. 426.

situation française, au lendemain de l'arrivée d'Hitler et le rapport des forces existant entre la France et l'Allemagne. Les généraux français, qui furent ultérieurement tant de fois sévèrement critiqués pour leur aveuglement, leur manque d'idées et de programme, leur improductivité, se divisaient en deux tendances. La première de ces deux tendances pouvait être caractérisée par la devise: *la France vit sur sa victoire!*¹⁶ Cette tendance surestimait la force militaire française, par rapport à celle de l'Allemagne, en méprenant les changements profonds qui s'étaient produits dans le système et dans la politique militaire allemande. Germain-Martin fit remarquer avec étonnement que, entre 1933 et 1935, période au cours de laquelle Hitler commençait à remplacer *la motte de beurre par le canon*,¹⁷ le Ministère de la guerre n'utilisa pas plus d'environ 50% des crédits accordés par le Parlement. François-Poncet, lui aussi, critiqua sévèrement l'armée et surtout le général Gamelin, pour sa naïveté vis-à-vis de la nouvelle situation en Allemagne. François-Poncet observait, qu'à cette époque, les chefs militaires français croyaient de bonne foi que l'armée française avait une avance considérable en matériel sur les Allemands, et que l'Allemagne hier encore en faillite, n'aurait pas les moyens de financer un réarmement capable d'égaliser celui de la France. Le chef de l'état-major, le général Gamelin, affirmait en ce sens: *nous verrons combien de temps il faudra aux Allemands pour rattraper les vingt milliards que nous avons mis dans nos armements!*¹⁸

François-Poncet était conscient du défaut d'appréciation et des erreurs de jugement commises sur la valeur de ces armements. Il s'en était aperçu lors des conversations régulières qu'il avait avec le général Gamelin. Une de ces conversations nous a paru tellement significative, que nous avons jugé utile de la reproduire presque entièrement ci-dessous: . . . *Si je (François-Poncet) disais à celui-ci (général Gamelin): l'Allemagne est en train d'équiper 30 divisions, il me répondait: Elle n'aura pas les cadres nécessaires . . . Si je lui signalais l'énorme développement de l'aviation allemande, les inquiétudes qu'il me causait, il affirmait: l'aviation ne décide pas le sort d'une bataille . . . Si je lui disais: le canon de 75 est une arme désuète. Les Allemands considèrent que l'artillerie véritable commence au calibre 105 qui tirent à 18 kilomètres. Que ferez-vous contre les 105 qui tirent à 18 km, avec vos 75 qui tirent 8 ou 9 kms?, le général me répondait: En allongeant l'ogive de l'obus de 75, nous pouvons tirer à 11 km . . . Vous vous laissez impressionner par l'armée allemande. Peut-être la connaissez-vous mieux que vous ne connaissez l'armée française? Mais notre armée vaut quelque chose je vous le certifie, il faudra que je vous*

¹⁶ Guy de la Chambre, Rapport, op. cit., p. 327.

¹⁷ Rapport, op. cit., Vol. IV, p. 702.

¹⁸ Cette critique nous a été confirmée par M. Georges Bonnet, lors de l'interview qu'il nous a accordée le 16 novembre 1968, à Paris.

*invite à nos prochaines manoeuvres, afin que vous vous en rendiez compte.*¹⁹

La seconde tendance, jugée par Sarraut comme *plus clairvoyante*²⁰ nous semble être représentée le mieux, par le général Weygand. Dans son rapport du 10. 2. 1934 sur l'état de l'armée, il écrivait que, depuis 1932 déjà la situation s'était transformée, que l'état de l'Europe était de plus en plus menaçant. En outre, disait-il, l'Allemagne, quelque temps après, avait resserré son unité sous un régime dictatorial échappant à tout contrôle intérieur ou extérieur. Il pensait que le gouvernement national-socialiste voulait remettre en question le statut politique européen, au risque de provoquer de graves conflits. Pour ce faire, Hitler mettait toute son énergie dans une volonté de redressement qui dissimulait mal son esprit de revanche. Weygand ne crut pas à l'honnêteté des déclarations pacifiques d'Hitler, étant donné que, concomitamment, ce dernier poursuivait avec méthode et activement la reconstitution d'une armée puissante. Weygand concluait: *Ainsi, tandis que de l'autre côté du Rhin, l'Allemagne unifiée, fidèle à son idéal de domination, a remis sur pied une force militaire déjà de haute qualité, et bientôt redoutable, l'armée française a perdu de sa valeur . . . Weygand conscient du danger et bien renseigné par le IIème Bureau sur les efforts allemands, devient en conséquence un adversaire de la diminution des crédits militaires: . . . Les raisons de mon inquiétude n'ont pas cessé d'augmenter et mon anxiété est grande du péril que ces économies massives font courir à la défense nationale . . . Le pays croira être défendu et il ne le sera pas!*²¹

Mais Weygand ne pouvait convaincre le gouvernement, qui se trouvait alors en proie à de graves difficultés financières. La diminution des dépenses militaires semblait être considérée, à cette époque, comme un remède contre la crise financière internationale, et cela non pas seulement en France.

2. Un silence significatif

Après avoir analysé la vision et l'interprétation générale de la droite à propos de l'avènement d'Hitler à la Chancellerie, essayons d'étudier son opinion face aux différentes étapes qui suivirent, c'est-à-dire: de la consolidation du pouvoir des nationaux-socialistes jusqu'au pouvoir absolu. Jusqu'aux élections de mars, la droite se tint généralement silencieuse. Peu de commentaires concernèrent le «grand fanal» de l'histoire du Troisième Reich, à savoir: l'incendie du Reichstag. Les excès brutaux qui eurent lieu à la suite de cet incendie et qui furent pseudo-légalisés par l'ordonnance *pour la protection du peuple*

¹⁹ Rapport, op. cit., Vol. IV, pp. 762, 763.

²⁰ Rapport, op. cit., Vol. IV, p. 609.

²¹ Lettre de Weygand au Ministre de la Guerre, datée du 9. 2. 1933, citée dans le Rapport, op. cit., Vol. IV.

et de l'Etat (dont on n'a pas saisi l'importance primordiale pour la suite des événements en Allemagne), n'ont même pas provoqué d'intérêt particulier au sein de la droite! Au contraire, en diminuant l'importance de ces actes, Bainville les jugea comme des événements presque normaux car »Hitler« ne signifiait ni ne pouvait faire autre chose. Pour Bainville, la *révolution hitlérienne* était donc moins inquiétante qu'elle n'en avait l'air et il considérait son programme comme celui d'un *gouvernement à poigne*, plutôt que comme celui d'un gouvernement terroriste, en un mot, comme le programme d'un régime autoritaire de droite!²²

Bernus, par contre, dénonça clairement les méthodes terroristes des nationaux-socialistes, qui pour avoir déjà fait couler tellement de sang, avaient prouvé leur manque de respect pour la vie humaine.²³ Il prévoyait la mise en pratique, par Hitler, de procédés d'une grande brutalité qu'il qualifiait de *barbarie*. Le résultat des élections législatives de mars provoqua un certain revirement d'opinion de la part de Bainville en ce qui concernait le rôle d'Hitler en Allemagne. Il commença à s'apercevoir que le 30 janvier 1933 avait provoqué plus de changement qu'il ne l'avait cru, ce qui en conséquence venait modifier son point de vue à propos d'Hitler; celui qu'il avait estimé comme un personnage de second plan, lui semblait dès à présent »le vrai chef« qui n'avait jamais commis de faute majeure.

L'»Action française« maintint cependant son opinion. L'absence de commentaires que nous avons constatée, même à la suite de la loi *pour l'allègement de la misère du Peuple et du Reich* et de la fin définitive de la République en Allemagne, s'explique peut-être par le fait que tout ceci ne représentait, pour l'»Action française«, qu'une suite logique de ce qu'elle avait depuis longtemps déjà constaté.

Bernus, par contre, exprima clairement la portée de cette loi en écrivant: *... l'hitlérisme établit sa domination totale.*²⁴

L'opinion française, pendant la première phase de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, ressentit un vif intérêt pour les mesures prises par le nouveau gouvernement, à l'encontre de certains milieux de la population allemande, et notamment, à l'encontre des Juifs. L'opinion française, et même mondiale, afficha un tel mépris vis-à-vis de ces mesures, qu'Hitler se vit obligé, craignant des conséquences internationales défavorables, d'en arrêter, pour un certain temps, les excès. Malgré ce geste, on put constater que ces mesures avaient déjà provoqué une vague de sentiment anti-allemand en France (bien informée par des reportages détaillés sur les brutalités hitlériennes). Selon Köster, ce sentiment germanophobe fit passer l'opinion française du stade de la sur-

²² L'Action française, 4. 2. 1933.

²³ Les Débats, 2. 3. 1933.

²⁴ Les Débats, 29. 3. 1933.

prise, ressentie au moment de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, au stade de l'inquiétude. Les Français interprétaient en effet ces mesures comme une violation du droit fondamental de la liberté privée. Köster mit en évidence la gravité de la réaction française, en faisant état de la participation de hauts dignitaires protestants et catholiques, aux manifestations de protestations des juifs français.²⁵

Bainville et Maurras, par contre, ne se montrèrent guère impressionnés par ces brutalités. Maurras, en répondant à la question: quel serait l'aboutissement de l'antisémitisme hitlérien, écrivait même: *Il sortira du Reich un certain nombre de familles juives. Il y en aura qui feront souche en France. Et dès la seconde génération, elles nous fourniront des députés socialistes qui plaideront la cause de l'Allemagne et répondront de son innocence . . . Je ne ferme ma porte à aucune infortune. Avant de croire, toutefois, je demande à voir, à savoir.*²⁶

La fin de l'article de Maurras traduisait, en sus de la mise en cause de l'authenticité des brutalités signalées contre les juifs, une éventuelle exagération de leur part et de leur responsabilité, jusqu'alors passée sous silence, dans le déclenchement de ces mesures contre eux!

Par ailleurs, Pertinax décrivait en détail les atrocités antisémites, en soulignant que *la guerre faite aux juifs d'Allemagne par la dictature hitlérienne mérite d'être signalée*. Et cela, disait-il, non seulement parce qu'elle éclairait la brutalité fondamentale du nouveau régime, *mais aussi parcequ'elle a annihilé, en quelques jours, les concours, les complicités d'opinion publique, dont le germanisme a si grandement profité . . . en Angleterre et aux Etats-Unis.*²⁷

La droite, cependant, marqua un plus grand intérêt pour les quelques incidents à la frontière franco-allemande, pour l'agitation nationale-socialiste en Alsace et en Sarre, et surtout pour le réarmement clandestin allemand, après l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

C'est le député Wallach qui, à la Chambre, mit en garde l'opinion française à propos des incidents du pont d'Hünningen, à la frontière alsacienne. Il raconta qu'un groupe de S. A. (considérée comme une véritable armée) était arrivé au milieu du pont en criant: *A bas la France! A bas le Traité de Versailles! Vive Hitler!* Wallach craignait que, si le gouvernement français ne réagissait pas, les injures allemandes soient suivies par des actes aux conséquences tragiques.^{28,29}

La droite jugea l'agitation hitlérienne en Sarre encore plus grave pour la

²⁵ Rapport de Köster du 11. 3. 1933, au Ministère des Affaires étrangères allemand.

²⁶ L'Action française, 21. 3. 1933.

²⁷ L'Echo de Paris, 29. 3. 1933.

²⁸ Journal Officiel, Débats, Chambre, 1933, p. 1219.

²⁹ L'ambassadeur Köster, faisant allusion à l'incident d'Hünningen, écrivait: *This later especially, had occasioned quite unusual excitement and irritation.*

France. Cette agitation avait, en effet, comme but, sinon d'éviter le plébiscite, afin d'obtenir le rattachement de la Sarre au Reich en évitant cette consultation populaire, du moins de le fausser au profit de l'Allemagne.³⁰ On exigeait des mesures extraordinaires vis-à-vis de l'Allemagne. On ne peut pas sous-estimer la réaction provoquée en France par l'agitation hitlérienne. Même Köster avertit, le 5 avril 1933, le gouvernement allemand du danger de poursuivre ces activités en Sarre, car elles pouvaient facilement provoquer jusqu'à une occupation française de la Sarre (selon ses informations), éventualité qui avait déjà été discutée entre les dirigeants français.³¹

Le réarmement énergique d'abord clandestin puis public du Reich, provoqua une profonde inquiétude au sein de l'opinion française. Bien sûr, la droite suivit avec une vive attention les diverses étapes de ce réarmement, tout en les condamnant violemment. Depuis l'avènement d'Hitler au pouvoir, l'Allemagne qui se transformait peu à peu en un *vaste camp en armes*, comptait sûrement à nouveau, selon la droite, sur l'emploi de la force pour réaliser son objectif: *que les anciennes terres allemandes redeviennent allemandes*.³² Hitler jetait de nouveau le masque en se réarmant. La droite craignait, si l'on persistait à ne pas y prendre garde, que les Allemands finissent par effacer et annuler la marge de supériorité militaire que la France avait gardée jusque là. A la fin de 1933, Mandel prévoyait déjà le dilemme tragique dans lequel se trouverait bientôt la politique française: soit accepter la révision générale des frontières, soit faire la guerre pour l'éviter. Pour y échapper, Mandel préconisait l'avertissement de l'opinion mondiale, une enquête internationale qui, si elle était refusée par les Allemands, devrait être remplacée par le déclenchement des sanctions collectives de la S.D.N., contre l'Allemagne.³³

Ainsi l'avènement d'Hitler au pouvoir provoqua-t-il au sein de la droite de l'inquiétude mais non pas de panique. Mais, comment réagissait la gauche face au nouveau régime en Allemagne?

II. *La vision de la gauche: de l'exercice du pouvoir à la Dictature personnelle et totale*

1. Le chancelier encadré

Le point de vue que la gauche avait, à propos du nouveau gouvernement allemand, se distinguait nettement de celui de la droite. Bien que Blum n'eût pas commis la faute de prédire la chute d'Hitler pour une date proche, bien qu'il

³⁰ Montillo, J.O. Débats, Chambre, 1933, p. 4033.

³¹ Documents, op. cit., p. 136, 137.

³² Citation d'Hindenburg

³³ G. Mandel, J.O. Débats, Chambre, 1933, séance du 9. 11. 1933, p. 4039.

eût avoué les quelques erreurs qu'il avait commises, lors de ses prévisions de novembre 1932, il ne pût éviter d'en commettre de nouvelles.

Tout d'abord, Rosenfeld et Blum firent une analyse erronée de la véritable répartition du pouvoir au sein du gouvernement de coalition. Ils estimaient, en effet, qu'Hitler était au service des *privilégiés* qui voulaient l'utiliser pour protéger leurs *intérêts de classe*. *Le bel Adolfa* dû s'engager à respecter la propriété capitaliste et féodale, en renonçant à la réalisation des aspirations anti-capitalistes et plébéiennes de ses troupes.³⁴

»Le Populaire« entrevoyait deux alternatives, pour que la consolidation du nouveau régime devint possible, l'une voyait en Hitler un instrument des vieilles forces allemandes, poussé à chercher dans la restauration des Hohenzollern, le moyen de consolidation,³⁵ l'autre envisageait l'établissement d'une dictature fasciste,³⁶ dont la réalisation semblait improbable, étant donné que la gauche constatait qu'Hitler était bien encadré par Hugenberg et par von Papen. Cette vision d'un Hitler en position d'infériorité par rapport à Hugenberg et à von Papen (vision d'ailleurs contraire à celle qui avait été développée par Rosenfeld entre 1930 et 1932) s'explique du fait que Rosenfeld et Blum faisaient une distinction entre l'exercice et la conquête du pouvoir et appliquaient cette théorie pour l'avènement d'Hitler au pouvoir.

Etant donné que l'avènement d'Hitler ne semblait pas être la conquête du pouvoir d'un grand mouvement, mais la simple participation d'un parti en perte de vitesse, Hitler serait donc plus faible que ses alliés: *Après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, entendons-nous bien, ainsi que nous l'avons dit ici, il y a quelques jours, ce n'est pas la conquête du pouvoir. Non, Hitler n'est pas entré à la chancellerie par la porte d'honneur. C'est par l'escalier de service.*³⁷

Là résida la deuxième erreur fondamentale dans l'interprétation des socialistes, car Hitler n'attachait aucune importance à cette distinction entre la conquête et l'exercice du pouvoir.

Rosenfeld, d'ailleurs, ne fut pas le seul à l'avoir commise: Blum, le 9 Février 1933, écrivait dans cette même optique: *C'est vrai, en novembre ou décembre, on a pu croire que le parti d'Hitler était perdu . . . Mais Hitler occupe-t-il aujourd'hui le pouvoir dans les mêmes conditions, au même titre . . . ? Il réclame alors pour lui et son parti, la toute puissance dictatoriale sans mesure et sans mélange . . .*

³⁴ O. Rosenfeld, le Populaire, 1. 2. 1933.

³⁵ *Ne sera-t-il pas poussé, dans ces conditions, à chercher dans la restauration prochaine des Hohenzollern un moyen de consolider son gouvernement? Et cela d'autant plus facilement que ses »collaborateurs« sont tous des monarchistes?*

O. Rosenfeld, Le Populaire, 1. 2. 1933.

³⁶ Le Populaire, 5. 2. 1933, *L'hitlérisme essaye d'établir au plus vite un régime fasciste. Toutefois Hitler ne peut pas le réaliser d'un coup.*

³⁷ Rosenfeld, Le Populaire, 1. 2. 1933.

*Cet exercice partiel du pouvoir, dans les cadres de la vieille Allemagne féodale et patronale, aidera-t-il Hitler à décrocher le mois prochain, la majorité absolue qui transformerait alors l'exercice du pouvoir, en conquête révolutionnaire? Blum le croyait possible, trouvait naturel de le redouter et sage de s'y préparer, mais soulignait que d'excellents juges des choses allemandes en doutaient . . .*³⁸

Après les élections législatives de mars 1933, Rosenfeld croyait toujours à la grande influence des conservateurs au sein du gouvernement. Il ne perdait cependant pas de vue le but d'Hitler de donner aux nationaux-socialistes, quel que soit le résultat des élections, le pouvoir total et d'éliminer de cette façon les alliés d'alors (à savoir: Hugenberg et von Papen).³⁹ Le 7 mars 1933, Le Populaire déclarait: *On peut donc prévoir qu'à brève échéance, un conflit se produira entre les éléments disparates du gouvernement. Hitler a son armée brune, mais von Papen et Hugenberg peuvent compter sur la Reichswehr et les Casques d'acier.*

Harmel et Grumbach avaient néanmoins une optique plus réaliste des choses et ne croyaient nullement aux chances des conservateurs d'encadrer et de diriger Hitler, car, selon eux, les nationaux-socialistes étaient en possession, dès le début, des postes les plus importants.

La fin de l'article de Blum du 9 février 1933, par l'affirmation que *la force ouvrière en Allemagne, reste une des données maîtresses du présent et de l'avenir*, nous montre une autre illusion des socialistes, au début de l'année 1933. Malgré la constatation de Rosenfeld que *quoiqu'il soit, le prolétariat allemand se trouve dans une situation terrible, surtout parce qu'il faudrait, pour qu'il puisse réagir, que les communistes abandonnent leur méthode de scission et de lutte fratricide.*⁴⁰ Les socialistes étaient toujours persuadés que la sociale-démocratie serait capable d'organiser la résistance contre Hitler et de riposter à l'établissement d'une dictature fasciste. Cette résistance contre Hitler et contre la réaction capitaliste et réactionnaire ne pouvait se faire, aux yeux des socialistes, qu'en instaurant un front uni, l'unité de la classe ouvrière, la fin des luttes acharnées entre sociaux-démocrates et communistes en Allemagne. Mais le front uni ne s'établissait pas. Pour les socialistes, les communistes en étaient responsables. Pour la première fois, nous constatons un revirement d'opinion à l'égard des sociaux-démocrates allemands.

Dans sa critique, Blum se demanda si, de leur côté, les socialistes allemands avaient compris qu'aucune distinction ne pouvait plus être faite par le racisme vainqueur, entre le sort des communistes et celui des socialistes. Il n'y avait donc rien d'étonnant à ce que la passivité et l'absence de résistance efficace du prolétariat allemand, provoquât la plus grande déception au sein des socia-

³⁸ Le Populaire, 9. 2. 1933.

³⁹ Le Populaire, 5. 3. 1933.

⁴⁰ Le Populaire, 31. 1. 1933.

listes français. On avoua les erreurs d'interprétation et en revanche, bien que trop tard, on critiqua la tactique des sociaux-démocrates et surtout leur attachement à la légalité, qui écartait toute possibilité de résistance réelle. Malgré cette déception, on chercha toujours à excuser et à expliquer l'attitude des socialistes allemands.

L'une des raisons alléguées à leur décharge était la terreur atroce imposée par le régime national-socialiste, qui rendait toute résistance très difficile. D'ailleurs l'exemple d'autres pays le montrait. La dictature d'un parti, avec l'appui des forces militaires dans un pays, pouvait réussir à refouler les manifestations de mécontentement de tout un peuple.

Harmel et Grumbach, bien avant Blum et Rosenfeld, avaient analysé de façon plus clairvoyante la situation de la classe ouvrière en Allemagne, ce qui les avait amenés à ne plus se faire d'illusions, quant à la résistance des forces démocratiques face au nouveau régime.

Contrairement à la droite, la gauche crut, à un certain moment, à un conflit entre Hitler et la base de son mouvement. Elle tira cette idée de la situation paradoxale dans laquelle se trouvait la S.A. qui, si Hitler tenait ses engagements envers les conservateurs, devrait renoncer à ses aspirations anti-capitalistes et plébésiennes, malgré ses tendances à la révolution sociale.⁴¹ Mais Rosenfeld ne pouvait pas se douter de quelle manière Hitler réglerait, en 1934, ce conflit. Hitler le régla, non pas parce que la S.A. le gênait pour établir un régime conservateur, mais pour écarter une concurrence potentielle, un danger latent de la part de ses propres *camarades*, sans que lui ne s'écarte de la voie qui menait à l'établissement de son régime fasciste.

Nous avons vu que l'intérêt des socialistes français se tournait surtout vers les aspects de la politique intérieure allemande, néanmoins, les conséquences de l'arrivée d'Hitler au pouvoir les inquiétaient quant à la tournure que prendrait la politique extérieure allemande, car la victoire des *forces nationalistes et militaristes* sur la démocratie, menaçait la paix en Europe. L'arrivée d'Hitler au pouvoir nuisait donc à la fois à la paix et au désarmement général.

Rosenfeld exprima clairement la liaison qui existait entre la paix et le désarmement. Pour lui, ni le problème du rapprochement franco-allemand, ni les autres problèmes internationaux (les relations avec les autres pays dictatoriaux ou semi-dictatoriaux: l'Italie, *la Pologne du bourreau de Brest-Litovsk*, la *Yougoslavie du roi parjure*, la Roumanie de *l'aventurier Carol*), pas plus que la lutte contre la crise économique, ne pourraient être résolus, si la politique n'était pas basée sur les principes élémentaires de la démocratie et de la paix.

Démocratie: – cela veut dire un rapprochement avec les peuples qui souf-

⁴¹ Il est à prévoir que tôt ou tard, Hitler entrera en conflit avec ses propres troupes. Si Hitler veut l'éviter, il doit réaliser la révolution fasciste. *Le Populaire* 1. 2. 1933.

*frent, et refus catégorique de soutenir les dictateurs. Paix: – cela veut dire le désarmement général, réalisé par étapes certes, mais dont la première doit être exécutée dès à présent et représenter une réduction massive des armements existants.*⁴²

Rosenfeld assurait que tôt ou tard on se trouverait face à une alternative inéluctable: ou bien la S.D.N. ferait respecter la légalité internationale, ou bien elle s'inclinerait devant les dictatures et prononcerait alors son propre verdict de mort. Le désarmement général avait une telle importance pour les socialistes qu'ils baptisèrent l'année 1933 de la devise: *Et que cette année soit celle du désarmement!*⁴³

Les socialistes, eux aussi, prévoyaient la création d'un bloc fasciste en Europe et le danger d'un tel bloc. Mais comme remède contre ce danger, ils préconisaient de manière incompréhensible une nouvelle initiative française de désarmement. En soulignant le rôle primordial de la France à Genève, la gauche affirma que c'était de l'attitude française que dépendrait l'orientation que prendrait la politique internationale. Le gouvernement français déterminait donc dans une large mesure si le monde devait s'acheminer vers la paix ou si, au contraire, il devait sombrer dans la guerre.⁴⁴

Cette attitude était fondée sur un pacifisme intransigeant, fidèle au principe de l'Internationalisme.

Sous le titre: *La Triplice fasciste et le socialisme international*, Blum affirma, le 14 février 1933, que les ennemis de la paix étaient ceux du socialisme international et ceux de la France. Il exigeait d'une part l'arrêt de l'armement français, car un armement de la France aurait comme conséquence le réarmement allemand, et d'autre part, la solidarité internationale s'exprimant par un contrôle international, la réduction progressive de l'armement tendant au désarmement général. De nouveau Blum mettait en évidence l'alternative: la marche presque inéluctable vers la guerre, ou la garantie de la paix par la concentration à son côté de ce *jugement moral du monde contre lequel aucune victoire des armes n'est finalement possible.*⁴⁵ Les socialistes défendirent ce pacifisme encore plus vigoureusement en un temps où la menace d'une éventuelle guerre s'aggravait. C'était une des profondes erreurs de la conception de la politique extérieure socialiste. Même en 1936, Blum écrivit encore que l'échec de la Conférence du désarmement avait permis le réarmement de l'Allemagne.⁴⁶

⁴² Le Populaire, 2. 1. 1933.

⁴³ Le Populaire, 1. 1. 1933, p. 1.

⁴⁴ Le 2. 1. 1933 déjà, Rosenfeld écrivait dans le Populaire: *Il (le gouvernement français) a le choix entre la gloire de sauver le monde et l'horreur d'avoir précipité l'humanité dans la plus terrible des calamités.*

⁴⁵ Le Populaire, 14. 2. 1933, p. 1.

⁴⁶ Le socialisme a vu clair, Paris, 1936, pp. 26–27.

Blum s'opposait énergiquement à toute négociation bilatérale franco-allemande.⁴⁷ Afin d'éviter que le fascisme français ne soit renforcé, Blum, dans un article publié le 27 décembre 1933 sous le titre « Les véritables germanophobes » (tiré d'une série d'articles qui traitaient le même sujet), manifesta son opposition à tout tête-à-tête, à toute entente directe avec Hitler.⁴⁸ C'est ainsi qu'il nous fournit un indice du changement qui se produisait dans l'opinion des traditionnelles tendances françaises : lui qui, durant douze ans, avait été accusé de trahison envers la France, pour s'être fait l'avocat de l'Allemagne, était maintenant, à la suite d'un *merveilleux retour*, taxé de *germanophobe*.

Après la guerre, Blum s'éloigna de son ancienne conception de la politique extérieure à mener vis-à-vis de l'Allemagne. Il déclara que le seul moyen, en 1933, d'empêcher l'établissement du régime national-socialiste et d'éviter alors la II^{ème} guerre mondiale, aurait été de mener une guerre préventive contre l'Allemagne hitlérienne.

Mais il disait en même temps que la France n'aurait certainement pas suivi cette action, car, d'une part, de vastes milieux ayant des souvenirs de la première guerre mondiale étaient alors profondément imbus de pacifisme, et d'autre part, . . . *lorsqu' Hitler a pris le pouvoir . . . l'opinion française était déjà pénétrée par l'idéologie fasciste. . . . Pour beaucoup de milieux conservateurs français, Hitler représentait . . . un principe d'ordre, de régularité et discipline . . . Il s'est formé à cette époque une espèce de néo-socialisme nettement teinté de fascisme, et qui, avec Marquet et Déat, s'est détaché de notre parti peu de temps après . . .*⁴⁹

Pour ne pas donner l'impression que les socialistes étaient prêts à prêcher la guerre préventive contre l'Allemagne, et que seules les circonstances ne l'ont pas permis, nous devons préciser qu'en 1933 les dirigeants socialistes n'avaient même pas sérieusement discuté cette alternative dans leur conception pacifique de la politique extérieure.⁵⁰

2. De la provocation raciste à la dictature *personnelle et totale*.

De toutes les mesures prises par les nationaux-socialistes, après l'arrivée d'Hitler au pouvoir, c'est incontestablement la loi *d'allègement de la misère du Peuple et du Reich* qui a provoqué la plus grande réaction au sein des socialistes français.

⁴⁷ Rosenfeld, lui aussi, dénonçait de nouveau la diplomatie secrète, exigeant des négociations au sein de la S.D.N. : *Pas de diplomatie secrète! . . . le meilleur auxiliaire des diplomates qui veulent sincèrement la paix est l'opinion publique*. Le Populaire, 19. 2. 1933.

⁴⁸ Voir aussi les articles du 20. 10. 1933 et 12. 11. 33, le Populaire.

⁴⁹ Rapport, op. cit., vol I, p. 122.

⁵⁰ Cependant, d'après Köster, l'idée d'une guerre préventive a été discutée par les autorités françaises (d'après un informant radical-socialiste), Documents, op. cit., p. 252.

Pour mieux comprendre cette réaction, il nous faut remonter au moment de l'incendie du Reichstag. Il est de même opportun de prendre en considération la version officielle que le gouvernement en a donnée, version qui tendait à justifier les représailles brutales, commises à l'encontre des communistes.

La gauche ne croyait nullement que les communistes étaient à l'origine de cet incendie. . . . *Personne en Allemagne, ou hors d'Allemagne, n'a pu s'y méprendre. L'incendie du Reichstag n'est pas un acte de terrorisme communiste, mais de provocation raciste. Le maquillage est à la fois si grossier et si cynique, qu'il équivaut à une signature.*⁵¹ »Le Populaire« ajoutait encore, que, si un doute avait pu subsister sur l'origine de l'incendie, les nationaux-socialistes avaient donné la preuve de leur authenticité, par les mesures d'exploitation décrétées dès le premier moment.

La gauche condamna bien sûr les brutalités commises à l'encontre de certains milieux de la population allemande, atrocités auxquelles elle voua un profond mépris.⁵² Les journaux décrivirent minutieusement les excès commis en Allemagne et accusèrent le gouvernement du Reich de répondre à la campagne internationale menée contre l'antisémitisme qui sévissait en Allemagne, non pas en mettant un terme à ces atrocités, mais par la ruse, en se contentant de qualifier les accusations qu'on lui faisait de mensongères.⁵³ Romain Rolland dégagea les conséquences que ces brutalités allaient entraîner, dans une lettre ouverte à la »Kölnische Zeitung« : *Vos Führer ont réalisé ce tour de force de faire l'union contre vous, dans tous les pays, des nationalistes et des internationalistes.*⁵⁴

Le directeur de l'»Europe« écrivit au même sujet : *cette prophétie d'un Führer, »génie universel«, d'une Allemagne »conscience du monde« sont certes des bafouillages attristants. Cependant, les crimes qu'ils engendrent tous les jours nous laissent inquiets.*⁵⁵

Même à la suite du résultat des élections législatives de mars 1933, on persista à croire que les forces démocratiques allemandes pourraient riposter éventuellement à l'établissement de la dictature nationale-socialiste.

Le fait que les sociaux-démocrates et les communistes, sans avoir eu la possibilité de faire une véritable campagne électorale (étant donné l'interdiction de la presse socialiste et communiste), et malgré la terreur nationale-socialiste, aient obtenu 13 millions de voix, incita le »Populaire« à s'exclamer le 7 mars 1933 : *Les élections ont montré que le parti social-démocrate est bien vivant.* A la Chambre, Marius Moutet, interrompant le discours d'Ybarnégaray lais-

⁵¹ Léon Blum, le Populaire, 1. 3. 1933.

⁵² Appel indigné contre »les atrocités de la peste brune, et contre le crime de l'incendie du Reichstag de Romain Rolland, Europe, 1933, T.I. numéro de mars, p. 440.

⁵³ Le Populaire, 30. 3. 1933.

⁵⁴ Europe, 1933, T. II, pp. 288-291.

⁵⁵ Jean Guehenno, Europe, 1933, T.I. N° d'avril, pp. 570-576.

sait transparaître ce même espoir: *On dirait que tout est perdu. Vous nous faites un discours de panique. C'est invraisemblable. Vous n'avez pas le droit de prononcer de telles paroles.*⁵⁶

Mais plus que jamais l'unité ouvrière, la fin des luttes entre communistes et socialistes s'avéraient nécessaires pour riposter à l'établissement de la dictature hitlérienne et pour empêcher la destruction des organisations ouvrières. Les socialistes français eurent profondément conscience de cette nécessité et exigèrent donc que cette unité de la classe ouvrière s'établisse incessamment. Dès le 1er février 1933, le «Populaire» écrivit: *L'unité ouvrière est nécessaire pour combattre le fascisme.* Il exprima d'ailleurs l'espoir que, devant le danger hitlérien, les communistes changeraient leur attitude à l'égard des socialistes. La gauche était en effet convaincue qu'une fois l'unité ouvrière allemande réalisée, *Hitler ne pourrait pas rester longtemps à la chancellerie.*⁵⁷ Constatant que l'unité ne se réalisait pas, les socialistes français attaquèrent sévèrement la K.P.D. et Staline: *Moscou, hélas! n'a pas encore renoncé à sa criminelle tactique de division des forces ouvrières. Et sans un changement radical de la politique du Kremlin, l'unité prolétarienne ne pourra pas être réalisée.*⁵⁸

»Le suicide du Parlement sur l'autel de la dictature«. La *loi d'allègement de la misère du Peuple et du Reich* mit en fin de compte un terme, compte tenu de la conjoncture allemande, aux espoirs et illusions que les socialistes français nourrissaient.

La réaction de Blum vis-à-vis de la ratification de cette loi constitua un des phénomènes les plus intéressants de l'opinion française à l'égard du début de l'ère hitlérienne en Allemagne.

Son opinion connut un revirement aussi abrupt que net. Non seulement il reconnut les erreurs qu'il avait commises dans l'analyse de la situation politique allemande, mais encore il démasqua la faiblesse du parlementarisme allemand et confirma que l'Allemagne était en proie à une dictature.

En annonçant en une seule phrase à ses lecteurs, la ratification de la loi, il déclara que cette loi des pleins pouvoirs n'aurait pour seul bénéficiaire qu'Hitler et que la dictature était en conséquence de type personnel et totalitaire: *Je cherche, sans trouver de réponse, si l'Histoire offre un précédent à ce cas extraordinaire. On a déjà vu des 18 Brumaire, et des 2 décembre. C'est-à-dire des assemblées chassées ou dissoutes par la force. En avait-on vu qui prononçassent elles-mêmes leur propre annulation?*

Ce suicide, ce hara-kiri d'une Assemblée souveraine, s'immolant, à peine née, sur l'autel du dictateur, qui n'aura usé de sa souveraineté que pour s'en dépouiller, qui n'aura vécu que le temps de se supprimer elle-même; quel spec-

⁵⁶ J.O., Chambre, Débats, 1933, p. 1218.

⁵⁷ Le Populaire, 12. 2. 1933.

⁵⁸ Le Populaire, 12. 2. 1933.

*tacle! Et j'ai beau chercher, je le répète, je ne vois pas d'exemple que les institutions parlementaires aient jamais été soumises à une si atroce dérision.*⁵⁹

Blum souligna que seule la S.P.D. avait manifesté de la résistance à l'encontre de la saisie du pouvoir absolu par Hitler. Il accusa les masses communistes de ne pas avoir réagi par des actions de rue, des grèves, ou aucune autre forme de résistance. Il souligna cette accusation en citant l'exemple de l'Italie, où les masses communistes s'étaient transportées d'un coup au sein des cadres du racisme victorieux.⁶⁰

»Le Temps« reprit d'ailleurs le reproche formulé par Blum, mais en l'attribuant aux socialistes allemands. Blum, cependant, accusa de même les catholiques allemands et le Pape, de ne pas avoir empêché cette loi des pleins pouvoirs.⁶¹ Deux jours plus tard, Rosenfeld tira les conséquences de l'analyse de Blum, en déclarant: »Un régime qui est basé sur la violence, sur le mépris des libertés élémentaires, sur l'oppression des travailleurs, est un régime de boue et de sang, que nous ne cesserons de combattre de toutes nos forces.«⁶²

Malheureusement, cette lutte ne s'exprima d'arrêter que par des mots, et ne fut pas suivie d'actes susceptibles d'arrêter Hitler sur son chemin.

3. »Hitler, résultat de la politique du *moindre mal* et de l'impérialisme français«

L'extrême-gauche représenta un cas particulier de l'opinion française. En effet, bien qu'ayant violemment condamné le régime hitlérien, elle maintint une attitude constante au cours de l'année 1933. Elle commit aussi de graves erreurs dans l'analyse qu'elle fit, à propos de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, et dans la portée qu'elle donna de cet événement. Pour les communistes français, l'avènement d'Hitler au pouvoir était à la fois le résultat de la politique *du moindre mal* des socialistes allemands et *l'enfant maudit* des Traités de Versailles. Voilà pourquoi ils poursuivirent leur polémique contre les sociaux-démocrates allemands, et contre les socialistes français, tout en s'attachant à l'ultra-nationalisme et en continuant leurs attaques contre les Traités de Versailles et l'impérialisme français.

Gabriel Péri, dans l'»Humanité« et Jacques Doriot, à la Chambre, expri-

⁵⁹ Le Populaire, 26. 3. 1933.

⁶⁰ La fluctuation entre communistes et nationaux-socialistes existait en effet.

⁶¹ Déjà à la veille de l'arrivée d'Hitler au pouvoir, les socialistes français reprochaient au centre catholique de ne pas se rendre compte des conséquences de son concours à la combinaison Hitler. Le Populaire, 30. 1. 1933.

De même, on soupçonnait que le parti catholique avait joué un rôle suspect en ce qui concerne la dissolution du Reichstag: Mgr Kaas a voulu être trop malin. Il croyait qu'il pouvait imposer au nouveau gouvernement quelques conditions, notamment le respect de la Constitution et des libertés politiques et syndicales. Le Populaire, 2. 2. 1933.

⁶² Le Populaire 28. 3. 1933.

mèrent le même point de vue, en employant presque les mêmes termes. Pour Péri, *le gouvernement des chemises brunes* était *le fils naturel* de la politique du moindre mal de la sociale-démocratie.⁶³ Doriot, en attaquant Blum déclarait: *Cette fameuse tactique du moindre mal, qui consiste à soutenir, selon la définition de M. Blum, celui qui paraît le moins mauvais, contre celui qui paraît le plus mauvais, continue à être appliquée par le Parti socialiste, comme si cette tactique fameuse ne venait pas d'être couronnée d'une faillite encore plus éclatante en Allemagne, par l'arrivée d'Hitler au pouvoir . . .*⁶⁴ Remarquons que les communistes oubliaient ou ne voulaient pas voir leur propre part de responsabilité dans l'arrivée d'Hitler.

En ce qui concerne le but du nouveau régime allemand, l'extrême-gauche en décela clairement un: *la mise hors-la-loi des communistes allemands et la dissolution des organisations ouvrières.*⁶⁵ Doriot, lui aussi, affirma à la Chambre qu'Hitler réaliserait au pouvoir sa tâche historique, *qui est de briser le mouvement révolutionnaire, de détruire les organisations ouvrières, de faciliter la besogne de la grande industrie, des hobereaux et de tenter d'ensevelir dans un même linceul les ouvriers communistes et les sociaux-démocrates . . .*⁶⁶ Malgré cette vision réaliste, l'unité de la classe ouvrière ne s'établissait pas.

Le but de la politique extérieure du gouvernement hitlérien était, selon les communistes, la collaboration militaire franco-allemande contre l'U.R.S.S. Pour l'«Humanité», il était impossible que *les gens de la croix gammée n'aient pas en France de redoutables imitateurs.*⁶⁷ D'après Péri, les projets de négociations directes franco-allemandes impliquaient une coalition des puissances capitalistes européennes contre la Russie; ils traduisaient, dans le domaine diplomatique, le programme de «Mein Kampf» en offrant, grâce à une espèce de Sainte-Alliance contre l'ennemi communiste, les terres de l'Est, c'est-à-dire les territoires soviétiques, à la *charrue allemande.*⁶⁸ Il fallait donc lutter à la fois contre le fascisme allemand et l'impérialisme français, symbolisé par le Traité de Versailles. *Briser le carcan de Versailles:* ces termes se répétèrent continuellement.

Bien que la conjoncture laissât envisager que, dans le cas d'une révision du système de Versailles, Hitler s'en attribuerait les mérites, on pouvait lire dans l'«Humanité» que les travailleurs de l'Allemagne devaient savoir que leurs frères français ne voulaient point qu'ils soient asservis par l'impérialisme français et c'était pourquoi l'aide au peuple allemand qui voulait se libérer,

⁶³ G. Péri, l'Humanité, 31. 1. 1933.

⁶⁴ J. Doriot, J.O., Chambre, Débats, 1933, p. 419.

⁶⁵ L'Humanité, 31. 1. 1933.

⁶⁶ J.O. Chambre, Débats, 1933, p. 429.

⁶⁷ G. Péri, l'Humanité, 31. 1. 1933.

⁶⁸ J.O., Chambre, Débats, 1933; p. 4063.

la lutte contre la guerre, ne pouvaient se concevoir en dehors d'un combat quotidien pour briser le *»carcan de Versailles«*, qui à la fois étouffait le peuple allemand et pesait lourdement sur les épaules des exploités en France.⁶⁹ A la Chambre, Thorez reprit les paroles de son discours prononcé le 15 janvier 1933, à Berlin, au terme duquel la revendication fondamentale formulée par le Parti Communiste français, était le droit de libre disposition du peuple d'Alsace-Lorraine.⁷⁰ Le Parti Communiste français maintint ce point de vue jusqu'à la fin de l'année 1933.⁷¹

En surestimant la force de la classe ouvrière allemande, les communistes, pas plus que les socialistes, ne reconnurent, durant un certain temps, la véritable situation qui s'était créée en Allemagne, au lendemain de l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Nous en avons pris conscience par l'analyse des commentaires des résultats des élections législatives faits par l'*»Humanité«*⁷² et par la déclaration de Péri, à la Chambre, touchant ce même sujet.⁷³

A ce stade de notre étude, après avoir considéré les opinions respectivement formulées par la droite et par la gauche, à propos de l'avènement d'Hitler, abordons l'opinion qui, d'un point de vue doctrinal, a été considéré comme la plus réaliste: l'opinion du centre.

III. *La vision du Centre: . . . La France demeure vigilante, clairvoyante avec tout son sang-froid*

1. L'ère weimarienne étant close, qui l'emportera?

Pas plus que la droite ou que la gauche, le centre n'eut une vision homogène de la situation allemande. Ses membres étaient cependant unanimes pour estimer que le nouveau gouvernement allemand durerait plus longtemps que les précédents, qu'Hitler et ses alliés conservateurs avaient des chances de se maintenir au pouvoir et même des chances réelles d'en finir avec l'Allemagne constitutionnelle.

La *»Revue des Deux Mondes«* ne se faisait aucune illusion quant à la solidité du nouveau régime: *L'esprit d'opposition ne pousse pas sous ce régime-là.*⁷⁴ Pour ceux de la Revue, la durée du régime dépendait donc, dans une très large mesure, de l'attitude mondiale à l'endroit du fascisme hitlérien. Trois mois

⁶⁹ Duclos, l'Humanité, 14. 2. 1933.

⁷⁰ J.O., Chambre, Débats, 1933, séance du 4. 4. 1933.

⁷¹ Voir l'article de G. Péri du 15 octobre 1933 dans L'Humanité: *»A bas le Traité de Versailles, fauteur de guerre!«*

⁷² L'Humanité, 6. 3. 1933.

⁷³ J.O., Débats, Chambre, 1933, p. 1221.

⁷⁴ La Revue des Deux Mondes, 15. 4. 1933.

auparavant, Loutre avait déjà exprimé la même opinion. Il vouait à l'échec toute opposition intérieure, car ni l'administration, ni la police, ni l'armée n'étaient utilisables: *ce n'est donc pas de l'extérieur que le nouveau cabinet pourra être renversé. Ni soulèvement populaire, ni grève générale ne pourraient rien contre le front de Harzburg.*⁷⁵

Qui encadre qui? Mais il y avait des divergences quant au rapport des forces au sein du gouvernement. En effet, des rivalités existaient entre les différentes tendances du gouvernement: d'une part, les conservateurs avaient l'intention d'encadrer Hitler et de l'autre, Hitler aspirait à écarter les conservateurs du pouvoir. A l'exception du «Temps» et de «Paris-Soir», on pensait qu'Hitler avait en principe plus de chances de réaliser ses buts que les conservateurs les leurs.

Pour ne citer que quelques extraits, nous laissons la parole à A. François-Poncet: . . . *Je n'avais eu, quant à moi, dès l'origine, aucun doute sur la nature du nouveau régime allemand et sur les fins poursuivies par lui, pas plus que sur le caractère de ses chefs . . . Je n'ai cessé, depuis lors, d'avertir les gouvernements français successifs des dangers que faisait, et que ferait courir à la paix, l'Allemagne d'Adolf Hitler . . .*⁷⁶

Dans le même ordre d'idées, Germain-Martin déclarait: . . . *J'avais eu l'impression très nette de la réussite d'Hitler et de son arrivée au pouvoir, impression que ne partageait pas von Papen, car il me dit: »Ne vous inquiétez pas d'Hitler, je l'ai dans ma poche.« Voyant donc qu'Hitler arrivait au pouvoir et allait se lancer dans des armements intensifs, je ne voulais pas être l'auteur d'une gêne dans les armements . . .*⁷⁷

Reste à considérer le cas du «Petit-Parisien» qui, s'il nota tout d'abord que les nationaux-socialistes avaient les ministères les plus importants, les véritables postes-clefs, et que donc l'ère weimarienne était close, rendit leur valeur première aux obstacles qui pourraient se dresser face à la dictature hitlérienne. C'est ainsi qu'il disserta à propos du fait que l'armée dépendait de la Présidence, sans oublier la résistance certaine des pays allemands, plus particulièrement de la Bavière et de la Rhénanie, sur laquelle on pouvait compter.

En supposant qu'Hindenburg ait, cette fois encore, très nettement posé les conditions nécessaires à la participation d'Hitler au gouvernement, «Paris-Soir» estimait que, dans cette hypothèse, Hitler aurait dû accepter que son cabinet gouvernât sous le *haut patronage et la haute autorité* d'Hindenburg. «Paris-Soir» concluait que *la composition du ministère montre bien qu'Hitler, qui avait toujours refusé, a dû s'incliner.*⁷⁸

⁷⁵ Dépêche de Toulouse, 31. 1. 1933.

⁷⁶ Voir Rapport, op cit, tome III, pp. 761, 762.

⁷⁷ Voir Rapport, op. cit, tome III, p. 706.

⁷⁸ Georges Comines, Paris-Soir, 31. 1. 1933.

»Le Temps«, à son tour, reconnut le changement profond qui s'était opéré dans la situation politique allemande. La dissolution du Reichstag, qu'Hindenburg avait accordée au nouveau cabinet, alors qu'il l'avait refusée antérieurement au général von Schleicher, lui en fournit la preuve. Selon »Le Temps«, cette dissolution ne pouvait être que l'oeuvre de von Papen et d'Hugenberg. Il lui semblait en effet que l'accord en avait été extorqué à Hitler. Ce dernier, n'ayant aucun intérêt à ce que de nouvelles élections législatives eussent lieu, redoutait en fait cette dissolution, qu'il considérait comme dangereuse. Cette nouvelle épreuve du rapport de forces entre Hitler et ses alliés aurait un terrible résultat pour Hitler, car . . . *enfermer un champion de la dictature dans les règles forcément étroites de la légalité, cela revient à le priver de ses moyens, à l'obliger à renoncer aux méthodes qui ont créé son influence. Aussi peut-on se demander si ce n'est pas en le mettant ainsi en demeure de livrer une suprême bataille politique dans des conditions déterminées, qu'on a voulu en finir définitivement avec lui . . .*⁷⁹ »Le Temps« a commis en fait une erreur d'analyse à la base de son raisonnement: la dissolution du Reichstag a été l'oeuvre d'Hitler, qui ne craignait pas de nouvelles élections législatives. En outre, »Le Temps« tendit à attribuer à Hugenberg et à von Papen la prééminence au sein du cabinet et à considérer qu'ils avaient les leviers de commande entre leurs mains. »Le Temps« n'avait nullement conscience de l'importance que pouvait représenter le ministère de l'intérieur (pour ne citer que cet exemple) dans la tactique de la prise du pouvoir hitlérienne. Cette tendance du »Temps« à considérer les alliés d'Hitler comme les plus forts au sein du cabinet, se maintint même après qu'il eût constaté les deux aspects de ce cabinet. Ce cabinet avait, en effet, à la fois un caractère présidentiel (ce qui pour »Le Temps« signifiait que le maréchal Hindenburg était le seul maître de la situation) avec Hitler encadré par von Papen, Hugenberg, Neurath et Seldte, et le caractère d'une combinaison hitlérienne car en effet, *aux côtés du Führer, on retrouvait ses deux principaux lieutenants: M. Frick et M. Goering . . .*⁸⁰

La légalité obstacle à la dictature hitlérienne? Bien que »Le Temps«, au début du mois de février ait considéré qu'Hitler était bien encadré par ses alliés, il n'en reconnut pas moins assez vite les véritables buts de la politique intérieure hitlérienne. Hitler ne visait pas la restauration, mais il tendait plutôt à établir la dictature raciste au seul profit de son parti, en supprimant rigoureusement les libertés fondamentales.⁸¹

On n'était cependant pas certain de la réussite d'Hitler, car il ne pouvait exercer le pouvoir qu'en restant dans la légalité. Étroitement encadré dans la

⁷⁹ Le Temps, 31. 1. 1933.

⁸⁰ Le Temps, 31. 1. 1933.

⁸¹ Le Temps, 7. 2. 1933.

chancellerie de l'Empire, le *Führer* dépendait du Président de la République et devait toujours prendre en considération les nationalistes et les conservateurs, qui avaient tout intérêt à l'empêcher de devenir le seul maître du pouvoir. Hitler se voyait donc dans l'obligation de faire des concessions, pour aboutir aux compromis nécessaires. A la fin du mois de février, en constatant qu'Hitler, ne tenant aucun compte des garanties constitutionnelles encore théoriquement en vigueur,⁸² ne respectait en rien la légalité, en prenant conscience, d'autre part, de la manière dont il réduisait au silence et à l'impuissance les partis d'opposition après avoir épuré l'administration au seul profit des nazis, »Le Temps« reconnut l'échec de l'idée *qu'il suffirait d'appeler Hitler à partager les responsabilités du pouvoir et de l'encadrer solidement de conservateurs et de nationaux-allemands, au sein du gouvernement, pour le paralyser personnellement, tout en faisant servir aux fins d'une politique conservatrice le puissant mouvement populaire créé par lui . . .*⁸³ »Le Temps« déclara alors que le *Führer* n'était pas disposé à se résigner à ce rôle, mais qu'il entendait agir en maître de l'heure, en obligeant ses associés à se plier à ses volontés. Et plus durement que jamais, »Le Temps« affirma: *La dictature hitlérienne s'organise méthodiquement. Le chancelier tient seul toute la scène, usant et abusant de tous les moyens de l'Etat pour la propagande de son parti, étouffant systématiquement la voix des ses adversaires.*⁸⁴ Pour »Le Temps«, les résultats des élections législatives, apportant ou non la majorité absolue aux nationaux-socialistes, ne parviendraient plus à ébranler la dictature hitlérienne.⁸⁵ A partir de ce moment, la politique intérieure allemande fut analysée avec une grande sévérité: *A qui croit-on faire illusion par de tels procédés? Les faits sont assez éloquents par eux-mêmes pour fixer l'opinion internationale sur ce qui se passe en Allemagne . . .*⁸⁶

Abstraction faite, pour encore quelque temps, de »La République«, les autres organes représentatifs des modérés et des radicaux avaient eu dès le départ, ou tout au moins antérieurement au »Temps«, conscience des véritables buts d'Hitler sur le plan intérieur. Ils estimaient que ce dernier, avait davantage de chances de les réaliser que les conservateurs d'atteindre les leurs. Un certain nombre de journalistes convenaient que Pinon avait trouvé le symbole approprié en écrivant que: *les conservateurs prussiens ont introduit le loup dans la bergerie et ils s'étonnent qu'il dévore leurs moutons.*⁸⁷

A propos de l'interprétation des buts d'Hitler dans le domaine de la politique extérieure, la presse des modérés et celle des radicaux eurent des points

⁸² Le Temps, 21. 2. 1933.

⁸³ Le Temps, 27. 2. 1933.

⁸⁴ Le Temps, 27. 2. 1933.

⁸⁵ Le Temps, 27. 2. 1933. Le 7. 2. 1933 encore, Le Temps substituait à l'expression *dictature hitlérienne* les termes de *dictature raciste et nationaliste*.

⁸⁶ Le Temps, 6. 3. 1933.

⁸⁷ Pinon, Revue des deux Mondes, Chronique de la Quinzaine, livraison du 1er mars, p. 236.

de vue différents: les articles publiés par les modérés avaient, en effet, un caractère moins inquiet, alors que ceux des radicaux traduisaient un certain souci face à l'arrivée d'Hitler au pouvoir.

Alors que les modérés accordaient peu de différence entre le gouvernement d'Hitler et ceux qui l'avaient précédé, la »Revue des deux mondes«, bien que de tendance modérée, fit exception dans la mesure où l'analyse réaliste de Pinon sut mettre en évidence les différences profondes qui existaient entre les buts des nationaux-socialistes et ceux des conservateurs. Pinon prenait le programme de l'espace vital au sérieux et déclarait qu'après avoir anéanti la France, Hitler chercherait à réaliser une politique d'expansion en Europe de l'Est. Il voyait clairement l'alternative qui se posait pour les autres Etats européens; soit la guerre, soit l'abdication, s'inclinant devant l'hégémonie allemande.

De son côté, l'»Oeuvre«, tout en condamnant, non sans une certaine haine les atrocités hitlériennes commises sur le plan intérieur, avait l'espoir, par le truchement de la S.D.N. et de l'arbitrage, de pouvoir négocier avec Hitler. C'est ainsi qu'on y mentionnait, même à la fin de l'année 1933, les discours *pacifiques et encourageants* d'Hitler et la possibilité d'un dialogue entre Hitler et Daladier.

L'»Oeuvre« avait saisi la nature de l'expérience fasciste allemande; et sur le plan intérieur, ce journal ne se faisait aucune illusion quant aux conséquences du régime hitlérien; mais, à propos des relations internationales, il refusait les faits, ou sous-estimait la gravité de la situation.

Les autres organes présumaient qu'Hitler ferait une politique extérieure différente de celle pratiquée par les gouvernements précédents. Néanmoins, ils ne distinguaient pas clairement la nature et la portée de ses buts, bien qu'ayant conscience des conséquences qu'ils pourraient entraîner vis-à-vis de la sécurité collective et du rapprochement franco-allemand qui s'avérait plus difficile, voire impossible à maintenir. Ils ne croyaient nullement aux discours *encourageants et pacifiques* du *Führer*. »Le Temps« suivit cette dernière tendance. Ayant déjà écrit, le 31 janvier 1933, qu'avec l'arrivée d'un cabinet Hitler, la porte était largement ouverte en Allemagne, à toutes les aventures, il réaffirma un jour plus tard cette opinion en déclarant: avec *l'expérience hitlérienne . . . commençait un grand tournant dans l'histoire de la politique de l'Allemagne d'après-guerre*. »Le Temps« poursuivit à propos des déclarations pacifiques: *ce sont des déclarations d'entrée en jeu, destinées à rassurer dans la mesure du possible l'opinion internationale. On fera bien d'attendre le cabinet Hitler à ses actes.*⁸⁸ »Le Temps« avait donc discerné les buts tactiques de ces déclarations pacifiques, destinées à rassurer l'opinion mondiale, jusqu'à la consolidation du régime.

⁸⁸ Le Temps, 1. 2. 1933.

Une pierre de réconciliation au bord du Rhin? Il nous semble certain que »Le Temps« reflétait l'opinion d'une partie du gouvernement français dont les déclarations officielles étaient cependant rédigées avec prudence et d'un ton modéré. Nous nous demandons donc si, sous ces déclarations modérées du gouvernement, ne se cachait pas en vérité une attitude plus dure et si cette modération n'était autre chose que le résultat de la pleine conscience de la portée de chaque déclaration officielle. En effet, on pouvait croire, en analysant les déclarations officielles, au fond insignifiantes, que le gouvernement français n'avait que partiellement pris conscience du changement profond apporté par l'arrivée d'Hitler au pouvoir et de la menace qui pesait particulièrement sur la France. Mais, comme le gouvernement Daladier n'avait que deux jours d'existence au moment de l'entrée d'Hitler à la chancellerie, le gouvernement français se tenait plutôt dans l'expectative, pour *étudier d'abord le terrain* et ne pas casser trop vite la *fragile porcelaine politique*. En plus, il ne fallait pas perdre de vue les négociations franco-allemandes qui devaient avoir lieu dans un proche avenir. Voilà peut-être la raison de l'insuffisance de la déclaration gouvernementale de Daladier, le 3 février 1933, à la Chambre. La politique extérieure n'y fut traitée que brièvement, et Daladier n'aborda pas le problème allemand à la suite du changement gouvernemental qui s'était produit en Allemagne.

Les principales thèses de Daladier, formulées vaguement, furent les suivantes: *Souci de la patrie républicaine, souci de la paix internationale, notre politique extérieure tient en ces deux termes. Nous voulons notre sécurité et la sécurité de tous les peuples qui, pour être égaux en droit, doivent être égaux en devoir . . .*⁸⁹ A la fin du débat, à la suite des critiques sévères formulées par les groupes de droite qui accusèrent Daladier de rester aveugle face au danger allemand, le Président du Conseil prit de nouveau la parole et leur répondit: *Il (le gouvernement) ne songe nullement à contester qu'une vague de nationalisme progresse en Europe, mais . . . il est persuadé que personne, et la France surtout, n'aurait rien à gagner à ce que cette vague de nationalisme se propageât plus loin encore. La France demeure vigilante, clairvoyante, avec tout son sang-froid. En ce qui concerne la défense des intérêts de notre patrie, je demande qu'on me fasse confiance: j'ai prouvé que j'en étais digne, par des actes, avant tous ces discours.*⁹⁰ Ce dernier paragraphe nous montre l'état qui était fait de ce slogan de *sang-froid*, par trop utilisé pendant toutes les années 30 et vide de sens, car non concrétisé par des actes. Il nous éclaire aussi sur un des aspects de l'attitude de Daladier, faisant allusion à son qualificatif d'*Ancien combattant*. Selon beaucoup d'observateurs contemporains, Daladier était en effet mû par une sorte de mystique d'*ancien combattant* et croyait possible de s'entendre directement avec Hitler.

⁸⁹ Journal Officiel, Chambre, Débats, 1933, p. 400.

⁹⁰ Ibid, p. 426.

C'est pourquoi le rapport de Daladier devant la Commission d'enquête parlementaire de l'année 1947 nous semble empreint d'une certaine exagération; Daladier, en tirant les conséquences de l'avènement d'Hitler pour le gouvernement français, s'exprimait en ces termes: *Par conséquent, le devoir du gouvernement français était de lutter de toutes ses forces pour empêcher un réarmement important de l'Allemagne . . .*⁹¹ Nous pensons qu'au début de son gouvernement, Daladier n'avait pas exclu la possibilité d'une attitude plus raisonnable d'Hitler sur le plan extérieur, ni celle de négociations bilatérales franco-allemandes. Il faut souligner qu'Hitler multiplia, pendant cette période, les démarches conciliantes. Il prononça des discours d'un ton très pacifique, et affirma à plusieurs reprises que l'Allemagne n'avait aucune querelle avec la France et que, dès que le problème de la Sarre serait résolu, l'Allemagne abandonnerait toute revendication sur l'Alsace et la Lorraine.

Georges Bonnet nous a affirmé, au cours d'un interview privé qu'il nous accorda, qu'Hitler avait même fait l'offre à Daladier, assez étonnante d'ailleurs, d'établir une Europe basée sur la collaboration franco-allemande.

Hitler proposa, à ce propos, une rencontre secrète entre Daladier et Bonnet d'une part, Schacht et lui-même d'autre part, dans le respect du silence absolu en cas d'échec et la déposition solennelle, en cas d'accord commun, d'une pierre de réconciliation au bord du Rhin, accompagnée des discours d'Hitler et de Daladier.⁹² On a raison de présumer avec quelque certitude, que l'interview de Ferdinand de Brinon, qui montrait Hitler sous un jour très favorable, a été approuvé par Daladier. En avril, Daladier fit transmettre à Hitler, par l'intermédiaire de François-Poncet, une proposition de pacte d'assistance mutuelle franco-allemande. La politique de Daladier se présentait donc sous le double signe de la conciliation et du rapprochement. Si ce dernier hésita à rencontrer Hitler, ce fut parce qu'il pensait qu'il était trop compromettant de rencontrer le chef national-socialiste à une période où le régime national-socialiste se démasquait par des mesures atroces à l'intérieur, des incidents à la frontière franco-allemande, et l'agitation en Sarre.

Le rapport de l'ambassadeur allemand Köster montre comment ces mesures et ces événements ont non seulement influencé l'opinion française, mais aussi le gouvernement français.⁹³ Il affirme, entre autres, que si l'attitude française s'était durcie face au réarmement allemand, c'était en partie à cause de ces mesures et de ces événements, dont le responsable était le gouvernement hitlérien. C'est pourquoi nous ne considérons pas comme l'oeuvre du hasard, mais comme un geste symbolique, le fait que Daladier ait offert pen-

⁹¹ Rapport, op. cit. vol I, p. 11.

⁹² Interview à Paris, le 16. 11. 1968.

⁹³ Documents, op. cit, pp. 250, 252.

dant cette période à l'émigré Einstein une place d'honneur au « Collège de France ». ⁹⁴

Sans suivre en détail le développement de la politique extérieure française jusqu'au 17 avril 1934, nous voulons quand même souligner que le ton des déclarations officielles vis-à-vis de l'Allemagne changea peu à peu. A ce sujet, nous citerons le discours que Paul-Boncour⁹⁵ prononça au cours de la séance du 14 novembre 1933, à la Chambre. Il constata qu'une révolution intérieure avait bouleversé les institutions de l'Allemagne, que la victoire hitlérienne les avait écrasées, de même qu'elle avait écrasé les forces internes sur lesquelles avait compté la politique française de rapprochement. Quelles que soient les assurances réitérées de paix qui furent données à la France dans des discours retentissants, les conceptions même sur lesquelles reposait le mouvement hitlérien triomphant, engendraient des risques contre lesquels la politique extérieure de la France et des pays voisins de l'Allemagne devait se prémunir. Paul-Boncour semble avoir compris le chemin de la politique extérieure nationale-socialiste puisqu'il déclara, à ce propos : . . . *Mais, outre que l'exaltation nationaliste porte toujours en elle des possibilités d'aventure, il y a dans l'idéologie qui règne aujourd'hui toute puissante en Allemagne, ceci que, fondée sur la race et ses possibilités indéfinies, elle déborde la nation et ses limites, telles que les ont faites l'histoire et les traités, portant, ainsi en elle, pour l'ordre et la stabilité de l'Europe, une menace dont s'émeuvent successivement la plupart des pays.*⁹⁶ Paul-Boncour souligna encore que le départ de l'Allemagne de la S.D.N. avait paru accentuer l'antagonisme existant entre l'idéologie de la révolution hitlérienne et l'organisme de paix et de solidarité internationale. Mais Paul-Boncour, lui aussi, ajouta dans ce même discours que la seule garantie sérieuse contre le réarmement de l'Allemagne, résidait dans une convention générale de réduction des armements, équitable pour tous, et dans un contrôle efficace, égal, et réciproque pour veiller à son exécution. Lui aussi crut qu'il suffirait, pour rendre Hitler raisonnable, de mener une politique de sang-froid, en se bornant à faire des protestations énergiques mais verbales.⁹⁷

Cependant, l'échange de notes concernant les négociations bilatérales franco-allemandes, se poursuivit, même postérieurement au départ de l'Allemagne de la Conférence de désarmement et de la S.D.N., jusqu'à ce que le cabinet Doumergue, subissant la pression de Doumergue, de Tardieu et de Pétain, contre l'avis de François-Poncet et même de Barthou, y mît fin par

⁹⁴ Voir le rapport de Daladier devant la Commission d'enquête parlementaire, Rapport, op. cit., vol I., p. 11.

⁹⁵ Paul-Boncour était par principe plus réservé à l'égard de l'Allemagne hitlérienne que Daladier.

⁹⁶ Journal Officiel, Chambre, Débats, 1933, p. 4101.

⁹⁷ Journal Officiel, Chambre, Débats, 1933, p. 4101. L'ultime moyen envisagé par la politique française pour exercer une certaine pression sur Hitler était des mesures d'ordre économique.

la célèbre note du 17 avril 1934. Cette note marqua la rupture d'une phase de conciliation et de rapprochement de la politique française, et engendra pour un certain temps une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne.

2. L'Allemagne sous la botte hitlérienne

Analysons maintenant l'opinion du centre vis-à-vis des différentes étapes de la consolidation du régime hitlérien. En ce qui concerne l'incendie du Reichstag, *voulu ou fortuit, le chef-d'oeuvre de la propagande hitlérienne*,⁹⁸ nous relevons en général et à de rares exceptions près, des doutes et de la méfiance assez grands à l'égard de la version officielle allemande.

Le 28 février 1933, François-Poncet fit part, au gouvernement français de son opinion à propos de cet événement. Il mit son interprétation sous la devise: *Is fecit, cui prodest*⁹⁹ et écrivit que la plupart des diplomates anglais et français étaient unanimes pour refuser la version gouvernementale, et pour envisager la possibilité que tout ceci n'avait été que l'oeuvre d'une intrigue nationale-socialiste. En 1947, devant la Commission d'enquête parlementaire, l'ancien ambassadeur français réitéra ce point de vue en ajoutant que c'était exactement l'incendie du Reichstag qui lui avait ouvert les yeux sur la nature du nouveau régime.¹⁰⁰

L'«Oeuvre» aussi avait fait part de ses doutes immédiatement après l'incendie, et donné quelques jours après la *preuve* de la culpabilité des nationaux-socialistes. De même, le «Petit Parisien» avait exprimé tout de suite ses réserves quant à la thèse officielle, en soulevant la question, comme François-Poncet, de savoir à qui profitait l'incendie. Par contre, «Paris-Soir» croyait aux graves soupçons qui pesaient sur la totalité de la fraction parlementaire communiste.¹⁰¹ Mais en octobre de la même année, lui non plus ne crut plus en la version officielle et accorda une grande importance au contre-procès, tenu à Londres, par une commission internationale de juristes.

Le centre était unanime pour condamner les mesures de politique intérieure: les brutalités du nouveau régime. L'«Oeuvre» surtout révéla au jour le jour de nouvelles atrocités hitlériennes, sous la rubrique: *Sous la botte hitlérienne*, avec une documentation volumineuse et passionnée à l'appui. En mars déjà, «Paris-Soir» donna des détails sur un camp de concentration dont il mentionna le régime sévère mais tolérable.¹⁰² «Le Petit Parisien» se rapprocha de la réalité en écrivant que ces camps de concentration étaient destinés

⁹⁸ Pernot, *Revue des deux Mondes*, 1. 4. 1933.

⁹⁹ François-Poncet, *Souvenirs d'une ambassade à Berlin*, op. cit., p. 95.

¹⁰⁰ *Rapport*, op. cit., p. 762.

¹⁰¹ *Paris-Soir*, 2. 3. 1933.

¹⁰² *Paris-Soir*, 26. 3. 1933.

à tuer dans l'oeuf toute velléité d'opposition par un travail extrêmement dur, un manque de nourriture et des exécutions.¹⁰³ Dès février, «Paris-Soir» afficha une grande compassion envers les juifs persécutés en Allemagne et, en avril, les reportages de Jean et Jérôme Tharaud, intitulés *Quand Israël est persécuté*, parurent à la une. Ferdinand de Brinon écrivit qu'il était certain que le traitement infligé aux israélites en Allemagne était atroce, injustifiable et insensé.¹⁰⁴ Gallus mit l'accent sur le fait qu'Hitler avait bâti une espèce de doctrine sauvage, qui magnifiait la race aryenne, chargée de détruire la race sémite, et affirmait qu'il n'y avait qu'un inconvénient à cette sauvagerie: *C'est le dégoût qu'elle inspire au monde.*¹⁰⁵

La presse du centre ne se fit aucune illusion quant à la situation intérieure allemande, et vit clairement (à l'exception du «Temps», et seulement pour quelques semaines) qu'elle devait enterrer son faible espoir, s'il y en avait encore, d'une résistance efficace des forces démocratiques en Allemagne. Elle essaya d'expliquer par différentes causes, la facilité avec laquelle le régime hitlérien s'installait, sans se voir opposer aucune résistance véritable. Les uns s'approchant du point de vue de la droite, l'expliquaient en se référant à la mentalité grégaire du peuple allemand, les autres, par les difficultés matérielles de la classe ouvrière et de ses dirigeants, et enfin aussi par le manque d'expérience de démocratie et de liberté en Allemagne. Ce dernier groupe conclut, que comme la démocratie et la liberté n'avaient pas apporté le bonheur aux Allemands, ils les rejetaient, d'autant plus facilement qu'ayant perdu la confiance et le pain, la privation de liberté n'était que le plus petit sacrifice. On constata aussi qu'il n'y avait guère de possibilité de résistance, car l'Etat moderne était si puissant qu'il pouvait tout faire et tout se permettre.

«Le Temps» cependant ne pensa pas, au début, que le régime hitlérien s'installerait sans résistance sérieuse de la part de la classe ouvrière. Voyant qu'il s'était profondément trompé, cet organe se mit à condamner de la façon la plus dure (et à notre avis injustifiée, car il ne se rendait pas compte des difficultés énormes des sociaux-démocrates) la S.P.D., en affirmant que l'effondrement des sociaux-démocrates était un des spectacles les plus lamentables que la politique eût jamais offert à la méditation des hommes. *Si la Sociale-démocratie finit sans gloire et même sans honneur . . . s'inclinant sans murmure devant les Dieux bottés et casqués du germanisme, en attendant de s'engager dans leurs bruyantes phalanges et de solliciter des emplois dans leurs bureaux . . .* cela montrait bien, selon «Le Temps», combien les intellectuels français du début du siècle avaient eu tort de se laisser influencer par elle.¹⁰⁶

¹⁰³ Petit-Parisien, août 1933.

¹⁰⁴ L'Information 29. 3. 33.

¹⁰⁵ L'Intransigeant, 24. 3. 1933.

¹⁰⁶ Le Temps, 3. 4. 1933.

En quelques mots, la situation allemande était considérée comme un drame et, continuait Georges Comines, quel drame commencerait avec les élections du 5 mars 1933?¹⁰⁷

Le résultat des élections n'avait, pour »Le Temps« (même avant que celles-ci n'eussent lieu) aucune valeur et signification en tant que libre manifestation de la volonté nationale allemande, étant donné qu'elles s'étaient déroulées en des conditions sans précédent pour une consultation populaire (tous les partis d'opposition réduits au silence, un seul parti disposant librement de toutes les forces et de toutes les ressources de l'Etat). Même un succès relatif, en de telles conditions, montrerait, selon »Le Temps«, que le peuple allemand était moins malade que ne le faisait supposer l'absence de réaction des partis organisés contre la dictature hitlérienne.¹⁰⁸

Après les élections, les commentaires du »Petit-Parisien« allèrent dans ce même sens, en accentuant surtout le fait que la moitié des électeurs s'était prononcée contre le national-socialisme. »La Revue des deux Mondes« offrit un double visage: d'une part, Pernet mit l'accent sur le fait que 17 millions d'Allemands avaient voté pour Hitler, *Hitler a exigé le pouvoir et l'Allemagne le lui a donné, . . . c'est la terreur en Allemagne, l'inquiétude en Europe.*¹⁰⁹; d'autre part, Robert d'Harcourt souligna que 13 millions d'électeurs s'étaient prononcés contre Hitler. Ils se taisaient momentanément, mais c'était un silence actif. Le parti hitlérien avait les atouts en main et jouait le jeu brutalement, mais il n'était tout de même pas toute l'Allemagne.¹¹⁰ »Le Progrès de Lyon« affirma, une semaine après les élections que les pays allemands étaient dorénavant placés sous le joug hitlérien, aucune résistance ne leur était plus possible.¹¹¹

Une des étapes les plus importantes et dont la valeur fut incontestablement reconnue par l'opinion du centre, fut le projet et la ratification de la *loi d'allègement de la misère du Peuple et du Reich*. L'analyse du »Temps« du 22 mars 1933, démontra la lucidité et la clairvoyance de l'opinion du centre, concernant le contenu et les conséquences de la loi. Tous les aspects furent vus et dénoncés: pour le Président du Reich, comme pour le Parlement, ce dernier réduit à une chambre d'acclamation, c'était *l'abdication totale devant le Führer national-socialiste, qui dicte ses volontés et notifie ses décisions.*¹¹² Bien résolu à accaparer les pleins pouvoirs, Hitler avait préparé un projet de loi prévoyant que les lois seraient désormais faites, en plus des méthodes prévues par la Constitution, par simple décision du cabinet de l'Empire; que ces lois

¹⁰⁷ Paris-Soir, 3. 3. 1933.

¹⁰⁸ Le Temps, 6. 3. 1933.

¹⁰⁹ Revue des deux mondes, 1. 4. 1933.

¹¹⁰ Revue des deux mondes, 15. 4. 1933.

¹¹¹ Le Progrès, 14. 3. 1933.

¹¹² Le Temps, 22. 3. 1933.

ne seraient *pas nécessairement conformes à la Constitution, pour autant qu'elles ne portent pas atteinte au Reichstag et au Reichsrat*. Les prérogatives et les droits appartenant au Président du Reich ne seraient modifiés que dans des cas exceptionnels. Le Reichstag et le Reichsrat n'auraient plus désormais à ratifier les traités conclus avec des pays étrangers. Hitler en exigeant des droits dictatoriaux pour un délai de quatre ans, n'entendait aucunement qu'un éventuel chancelier autre que lui pût en profiter. Il attribua le droit de gouverner par décrets au gouvernement du Reich. Le chancelier pourrait ainsi gouverner sans l'apport du Reichstag et du Reichsrat, privés de cette façon du droit élémentaire de discuter et de ratifier les traités internationaux. Toutefois, ces deux assemblées furent maintenues par principe. Ceci constitua le seul engagement, formel du reste, qu'Hitler concéda. Cette loi sur les pleins pouvoirs, applicable dès sa publication, devait cesser le 1er avril 1937 et ne devenir caduque que si le gouvernement actuel venait à être remplacé.

On ne pouvait guère mieux caractériser ce projet de loi. C'est pourquoi »Le Temps« commenta en conséquence la ratification de la loi en ces mots: . . . *Le régime de la dictature hitlérienne est régulièrement établi en Allemagne!*¹¹³

Mais, sans l'attitude du Centre catholique allemand, le régime de Weimar n'aurait pas été enterré de par sa propre loi, et la révolution hitlérienne n'aurait pas pu se baser sur un »fondement légal«. Entre autres journalistes, Ferdinand de Brinon expliqua dans une analyse clairvoyante que le Zentrum était responsable de la *légalisation du coup de force*. Sans sa décision (due à la peur d'un affrontement avec les nationaux-socialistes) de voter pour cette loi, Hitler n'aurait pu obtenir le vote favorable des deux-tiers du Reichstag, majorité nécessaire à l'attribution des pleins pouvoirs dictatoriaux qu'il réclamait. Pour Brinon, l'attitude du Zentrum avait été fort regrettable, bien que le cours des choses fût resté le même, car Hitler n'aurait en aucun cas modifié son programme.¹¹⁴ Après la ratification de la loi des pleins pouvoirs, nous constatons que »La Marianne« identifia l'Allemagne entière avec le national-socialisme, ce qui était en général l'attitude de l'extrême-droite. Blandine Olivier, qui rentrait d'un séjour de plusieurs semaines en Allemagne, conclut ainsi son reportage: *Je reviens épouvantée par l'Allemagne éternelle, qui ne se plaît qu'aux paroxysmes et qui ne sait aimer que la mort. L'Allemagne retourne vers la Prusse, elle rejoint les pires erreurs de l'avant-guerre. Assoiffée de mysticisme brûlée d'une fièvre nationaliste »à la Barrès«, elle s'offre au Führer, à cette nouvelle idole qui la soumet à une expérience d'hypnotisme. Le crépuscule descend sur l'Allemagne libérale, la République s'écroule, foudroyée comme une Walkyrie dont la lance s'est brisée.*¹¹⁵

¹¹³ Le Temps, 26. 3. 1933.

¹¹⁴ L'Information, 29. 3. 1933.

¹¹⁵ 5. 4. 1933.

Entre autres traits caractéristiques de l'Allemagne qui frappèrent les observateurs du centre, il faut faire une place, à côté de la terreur et de la dictature, déjà mentionnés, à l'embrigadement de la jeunesse. Robert d'Harcourt remarqua que la jeunesse allemande, après avoir constaté la faillite de la démocratie, de la science et de l'intellectualisme, se tournait vers le nihilisme.¹¹⁶ Elle prônait une conception baroque et tragique de la vie. »Le Petit Parisien«, lui aussi, mit l'accent sur l'enthousiasme que le national-socialisme avait suscité dans la jeunesse. Camps de travail volontaires, exercices en campagne, meetings, manifestations de masse, la jeunesse y portait un intérêt ardent. On déplora en même temps la passivité de la jeunesse française, comparée à celle de l'Allemagne et le »Petit Parisien« affirma qu'il fallait que la République française, elle aussi, songeât à unir les jeunes générations en un faisceau d'enthousiasme et d'énergie spirituelle.

Terminons notre analyse de l'opinion du centre face aux différentes étapes de la consolidation du pouvoir et aux premières mesures du régime hitlérien par l'étude des échos, provoqués au sein du centre par le réarmement clandestin de l'Allemagne, très tôt connu en France.¹¹⁷ Le 18 avril 1933, François-Poncet exprimait déjà, dans une conversation avec Bülow,¹¹⁸ la peur et les soucis ressentis par la France, face au réarmement allemand. De même et surtout, la presse radicale-socialiste estimait qu'on ne devrait pas admettre un réarmement allemand.¹¹⁹

Guernut donna à la Chambre des détails précis à propos de ce réarmement, en soulignant que l'Allemagne avait ajouté à son armée officielle et permise, une police armée, des sections d'assaut armées, que son service de travail, de même que la plupart de ses exercices de sport, étaient un service militaire déguisé, qu'elle cachait des fusils et des mitrailleuses, qu'elle fabriquait des canons légers et des prototypes de canons lourds, des avions transformables, qu'elle avait ressuscité un état-major, une académie de guerre, des bureaux de mobilisation, et qu'elle dressait surtout sa jeunesse au culte de la force. Guernut, qui doutait fort de la volonté pacifique de cette Allemagne, termina son discours en affirmant que l'Allemagne en donnerait la preuve définitive en refusant le plan préparé par la S.D.N., *qu'elle ne veut pas la paix, puisqu'elle en repousse les garanties, ni le désarmement, puisqu'elle en repousse les conditions, c'est la preuve certaine, irrécusable, décisive, définitive, . . ., qu'elle est la grande empêcheuse de la paix dans le monde. Et j'espère bien qu'alors le monde désabusé, . . ., la condamnera et, si j'ose dire, l'excommuniera.*¹²⁰

¹¹⁶ Crapouillot, 1. 12. 1933.

¹¹⁷ Voir les déclarations de WEYGAND et Jean DOBLER devant la Commission d'enquête parlementaire, Rapport, op. cit., p. 231 et p. 493 et suivantes.

¹¹⁸ Documents, op. cit., p. 54.

¹¹⁹ Documents, op. cit., pp. 250, 251.

¹²⁰ J.O., Chambre, Débats, séance du 9. 11. 1933, p. 4036.

Nous constatons nettement le changement de ton du centre à l'égard de l'Allemagne au cours de cette année 1933.

Conclusion Générale

Au terme de cette étude, il apparaît en premier lieu, qu'à partir de 1930, les journaux, même ceux de tendance extrémiste, ont relativement bien informé le public français, en ce qui concerne le national-socialisme et son ascension. Dans le domaine des nouvelles internationales, l'Allemagne fut de loin le sujet qui centralisa les préoccupations de l'opinion publique française. Cependant, bien que l'actualité allemande ait particulièrement retenu l'attention des observateurs français, les causes de la montée du national-socialisme furent négligées, l'accent étant mis surtout sur le côté événementiel de l'actualité.

Il faut reconnaître que les faits rapportés se sont cependant avérés généralement justes. La marge d'erreurs enregistrée dans les commentaires français est sensiblement la même que celle de la presse allemande parue à cette époque. Par contre, on ne peut porter la même appréciation en ce qui concerne les prévisions de l'avenir qui furent publiées à ce propos, les erreurs de jugement furent manifestes.

En ce qui concerne le national-socialisme proprement dit, l'opinion française a eu le tort de méconnaître la fonction et le caractère du programme national-socialiste. Plutôt que de se référer à «*Mein Kampf*», elle a toujours pris en considération les 25 points du programme officiel du parti: ceci explique partiellement les erreurs commises par la presse française à l'égard des buts des nationaux-socialistes dans la politique économique, extérieure et intérieure. Le national-socialisme fut dénoncé, sans qu'une analyse de fond ait été conjointement effectuée. En fait, ce que l'opinion française sut déduire du programme nazi fut qualifié de primitif, d'incohérent, et de destructif et en conséquence condamné à l'unanimité. Il faut cependant signaler, qu'un des buts de ce programme, celui qui consistait à réunir un maximum de voix, a été saisi par l'opinion française qui a su constater avec justesse le caractère hétérogène de l'électorat du N.S.D.A.P.

Tenter d'interpréter le mouvement national-socialiste n'était pas chose facile, étant donné qu'il était composé de deux aspects divergents: en effet, ce parti était à la fois proche de la droite (par le nationalisme exalté, la politique extérieure et intérieure) et proche de la gauche et de l'extrême gauche (par les exigences, de caractère révolutionnaire, formulées sur le plan de la politique économique et sociale et pour ce, diamétralement opposées aux buts des conservateurs). L'opinion française se trouva donc dans une confusion compréhensible, d'autant plus qu'elle n'eut pas conscience, que dans la politique

qu'Hitler poursuivit à partir de 1930, le côté économique et social du programme ne jouait plus un rôle décisif, mais n'était conservé que pour des considérations de tactique électorale.

La droite française, qui aurait dû être la plus alarmée par les buts économiques et sociaux des nationaux-socialistes, absolument opposés aux leurs, négligea cependant cet aspect et s'occupa presque exclusivement de la politique extérieure hitlérienne (c'est Maurras qui prenait encore le plus au sérieux l'aspect socialiste de l'hitlérisme).

Ainsi l'alliance entre Hitler et Hugenberg ne posa-t-elle donc pas beaucoup de problèmes à la droite. En effet, malgré les différences nettes et visibles qui existaient entre le DNVP et le NSDAP, la droite mit surtout l'accent sur leurs intérêts communs. La gauche situa le national-socialisme près du communisme. Elle reconnut l'aspect socio-révolutionnaire du mouvement et surtout de la base (S.A.). Elle remarqua que la grande bourgeoisie voulait utiliser Hitler contre la SPD, mais elle qualifia à juste titre le national-socialisme de *force indépendante*, qui pourrait devenir un danger même pour le capitalisme. C'est pourquoi Blum jugea une victoire des conservateurs au fond plus décevante qu'une victoire hitlérienne. Les communistes cependant, ne considérèrent le national-socialisme que comme un instrument du capitalisme. Le centre se préoccupa beaucoup du programme économique et social d'Hitler, et prit au sérieux les buts révolutionnaires du parti dans ce domaine. Il qualifia donc le mouvement de «communisme réactionnaire», en mettant ainsi le national-socialisme en analogie avec le communisme. Pour le centre, une éventuelle participation du NSDAP au gouvernement devait constituer, aussi pour le système financier et économique de l'Allemagne, une dangereuse aventure. On apprécia donc avec justesse les difficultés de l'alliance entre Hitler et les conservateurs. Si le centre se trompa en assimilant presque Hitler à un communiste, il sut cependant saisir le caractère révolutionnaire du mouvement. L'opinion française méconnut aussi profondément la nature de l'idéologie nationale-socialiste. Elle n'y discerna pas l'importance du racisme, et donc de l'antisémitisme. On ne trouve que rarement une discussion à propos de ce point de base de l'idéologie nationale-socialiste.

Sur le plan intérieur, toute l'opinion française souligna le nationalisme d'Hitler, et affirma la critique qu'il formula à propos du système de Weimar, ses desseins dictatoriaux (parti arrivé au pouvoir *légalement*, et une fois au pouvoir, l'exercer seul, sans respect de la légalité et de la constitution), son anti-capitalisme auquel quelques observateurs attachèrent trop d'importance. Les trois tendances de l'opinion française se séparent nettement quant à l'interprétation du national-socialisme, tout en restant prisonnières de leurs propres schémas idéologiques. La droite germanophobe y vit un regain de l'éternel nationalisme allemand qu'elle expliqua surtout par la tradition et le caractère allemands. La droite, considérant le national-socialisme comme

l'expression type de la mentalité allemande, était prête à le juger comme un phénomène durable.

La gauche assimila le national-socialisme à une forme de fascisme (tout en le mettant, d'autre part, sur le même pied que le communisme), le pire ennemi de la démocratie. Elle souligna surtout les aspects anti-démocratiques et anti-socialistes de mouvement. La vision de la gauche fut aussi doctrinale que celle de la droite. Cependant, on ne jugea pas le national-socialisme comme le fidèle reflet de l'Allemagne éternelle, mais comme une conséquence de la crise économique mondiale, qui avait sévèrement frappé l'Allemagne. Les communistes, encore plus doctrinaux, se trompèrent profondément en jugeant le national-socialisme comme un mouvement bourgeois traditionnel qui, en plus, aurait présenté plus d'avantages pour le monde communiste que le régime actuel.

Le centre enfin, comprit le national-socialisme comme un collectivisme semblable au communisme et au fascisme italien. Les modérés soulignèrent plutôt les différences qui séparaient le national-socialisme du conservatisme, à savoir: l'anti-capitalisme et la politique sociale, tandis que les radicaux mirent d'avantage l'accent sur l'anti-libéralisme et l'aspect antidémocratique du mouvement hitlérien. Le point de vue de centre était, bien sûr, lui aussi influencé par l'idéologie, par la vue traditionnelle et par les préjugés généraux vis-à-vis de l'Allemagne, propres à cette tendance. Si nous prenons comme exemple le journal «Le Temps», nous y remarquons à tout instant une vision statique d'un monde qui change peu et en conséquence une vision de l'avenir qui ne verrait pas l'épanouissement de valeurs nouvelles, de principes nouveaux, mais un retour aux valeurs anciennes. Cette vision ne rendait que peu compte des bouleversements qui étaient en train de se produire et rendait pareillement difficile la juste appréciation de l'importance du national-socialisme en Allemagne.

L'opinion française toute entière s'est doutée qu'Hitler au pouvoir serait un danger pour la paix et une menace pour la France. On pensa qu'Hitler voulait réviser, sinon détruire le Traité de Versailles; c'est un fait que la démolition de ce traité était un des buts d'Hitler, sur le plan de la politique extérieure, mais ce n'était pas le seul et même pas le plus important. Ne pas avoir pris en considération la véritable base de la politique extérieure nationale-socialiste, à savoir: l'espace vital pour le peuple allemand, constitue l'une des plus graves erreurs que l'opinion publique française ait commise. En assimilant le national-socialisme au pangermanisme traditionnel, on se trompa sur ses véritables intentions en matière de politique extérieure.

Un des faits notoires qu'il faut signaler, est le manque d'information donnée en France sur Hitler. Dans les portraits qu'on fit de lui, il n'était guère possible d'envisager l'homme qu'il allait être par la suite. On le traita de très haut, en le ridiculisant, on l'amoindrit à cause de son physique petit-bour-

geois et de sa démagogie primitive, pour le réduire à un personnage de second plan qui n'a pas osé, le moment venu, *franchir le Rubicon* comme César ou Mussolini. Non, Hitler apparut seulement comme Boulanger. On ne sut donc pas discerner qu'il était véritablement le chef de son parti, celui qui décidait. On le considéra plutôt comme son emblème, comme son symbole, et quelques observateurs purent même imaginer le mouvement national-socialiste sans Hitler. Non seulement, on sousestima le rôle d'Hitler, mais encore, on ne reconnut pas non plus la signification et l'importance du «Führerprinzip» pour le NSDAP. En conséquence, on surestima les crises au sein du mouvement hitlérien.

Sans vouloir revenir sur ce qui a été déjà mentionné dans la conclusion de la Première Partie, nous pouvons résumer encore une fois l'interprétation que les trois tendances de l'opinion française donnèrent à propos de la montée nationale socialiste. Dans une première phase, la droite accorda beaucoup d'importance au rôle et aux possibilités d'Hitler, en prévoyant son proche accès au pouvoir. Pendant cette période, elle considéra la situation politique allemande sous l'empreinte de ses succès consécutifs. Mais une deuxième phase, surtout après le refus d'Hindenburg de confier le gouvernement à Hitler, en août 1932, la droite, comme d'ailleurs l'ensemble de l'opinion française, n'accorda plus d'intérêt à Hitler, considérant qu'il avait perdu la partie et que son rôle politique était terminé. A l'exception d'une phase de clairvoyance, en 1931, pendant laquelle elle exprima un profond pessimisme à propos de la situation de la République en Allemagne, la gauche se trompa en général dans son interprétation et surtout dans ses prévisions.

D'une part, elle surestima les possibilités et la puissance réelle des forces démocratiques allemandes et en premier lieu, de la social-démocratie et d'autre part, elle sousestima le mouvement national-socialiste et Hitler, et ses chances d'accéder au pouvoir. En 1931, le centre parla encore de la possibilité d'une participation de l'Allemagne à la SDN *à travers une Europe en accord harmonieux*. De la fin de 1931 jusqu'à 1932, il laissa voir une inquiétude croissante fondée sur le danger de la situation économique, sur les manifestations de mécontentement social, sur le problème financier – et aussi sur le regain des tendances anti-démocratiques, militaristes et anti-européennes. Il considéra le mouvement national-socialiste avec plus de crainte et plus de respect. Finalement, pendant la période qui s'étend de 1932 à janvier 1933, nous notons des observations quotidiennes de la dégénérescence de la République concomitante à la montée nationale socialiste et le revirement déjà mentionné à partir de l'échec des négociations entre Hindenburg et Hitler, en août 1932. Le centre a cru, à ce moment aussi, à la fin du rôle politique d'Hitler et à l'éventualité d'une restauration de la monarchie en Allemagne.

L'erreur de l'opinion française a donc été de croire qu'après les élections de novembre 1932 et la crise interne du NSDAP, le parti national-socialiste

était plus loin du pouvoir que jamais et que l'Allemagne se trouvait à la veille d'une restauration de l'Ancien Empire. Cette opinion était partagée par la grande majorité des observateurs. Il nous semble injustifiable de condamner l'opinion française pour cette prévision, car l'avènement d'Hitler au pouvoir, n'a finalement pas été la conséquence logique d'un développement politique. Il s'est produit à un moment inattendu, et l'initiative de von Papen, menée surtout pour des raisons personnelles, en est la cause. Même les nationaux-socialistes ne s'y attendaient pas. Ce n'est pas sans raison que Goebbels écrivait, à la fin de 1932, dans son journal: »L'année 1932 était une série noire . . . Le passé était dur et l'avenir obscur et morne; toutes les perspectives et espérances ont tout à fait disparu . . .«¹²¹

En ce qui concerne les causes attribuées au national-socialisme et à sa montée, nous constatons qu'elles étaient en grande partie identiques. C'est à partir de sa montée et grâce à son succès, que le national-socialisme a été connu en France. Ces causes étaient tout d'abord d'ordre politique: conséquences du Traité de Versailles, les fautes d'Hindenburg, la désorganisation et l'opposition voulue de la gauche, l'utilisation de la peur du bolchevisme chez les bourgeois, l'absence d'une classe dirigeante et de véritables hommes républicains, hommes d'état bien sûr, qui auraient pu remédier à l'anti-républicanisme croissant. Elles étaient aussi d'ordre économique-social: l'importance de la crise économique mondiale, mais aussi le slogan du *retour à la terre*. Le national-socialisme a su profiter d'une tendance inhérente à la société industrielle, dénonçant la mécanisation outrancière, les excès de la concentration et de la rationalisation. Le profond déséquilibre dans cette société de masse disposait l'homme à la montée d'un mouvement totalitaire et à la capitulation individuelle devant la dictature.

Enfin, les causes attribuées étaient d'ordre moral: l'explication la plus répandue fut celle de la tradition allemande et de l'âme allemande, à savoir la soif du colossal, la volonté de puissance et l'orgueil démesuré. Hitler avait du succès parce qu'il ne promettait pas seulement du travail, mais aussi l'ordre, la satisfaction de l'orgueil et de l'autorité, tout ce qui était nécessaire »à un Allemand«.

Nous avons pu constater que la vision de la droite de la montée nationale-socialiste avait un caractère monocausal, émanation de la vision historique de l'Allemagne éternelle. Les aspects d'ordre économique et social n'y avaient pas place. Le phénomène national-socialiste avait surtout été expliqué par la tradition et le caractère allemands. La vision de la gauche et l'explication qu'elle donne de la montée nationale-socialiste, furent aussi doctrinale que

¹²¹ *Das Jahr 1932 war eine einzige Pechsträhne . . . Die Vergangenheit war schwer, und die Zukunft ist dunkel und trübe; alle Aussichten und Hoffnungen vollends entschunden.* GOEBBELS, op. cit., p. 229.

celles de la droite; pour elle, la misère économique et sociale en Allemagne, a engendré la montée de ce mouvement. Les communistes français, encore plus doctrinaux, considérèrent la montée hitlérienne comme une conséquence de la politique du *moindre mal* des socialistes et de l'impérialisme français.

Par contre, le centre analysa de la façon la plus nuancée les causes de la montée du NSDAP. D'une part, il constata le regain d'un nationalisme en Allemagne mais il le lia, d'autre part, à la crise économique et financière et à la misère sociale. Dans cette perspective, les modérés soulignèrent plutôt le regain du nationalisme, quant aux radicaux, ils accentuèrent les conséquences de la crise économique et sociale.

Mais, si l'on veut juger la situation d'après les documents interprétés, on constate qu'il manque des analyses approfondies concernant les facteurs politiques qui ont pu favoriser la montée nationale-socialiste, tels que la faiblesse de la constitution de la République de Weimar, ou la structure et le système des partis. La grande fermentation d'idées conservatrices et anti-démocratiques qui eut lieu dans cette République, n'a que rarement fait l'objet d'articles. Deux motifs expliquent la raison pour laquelle l'opinion publique française a eu un tel point de vue de la montée nationale-socialiste: l'interprétation doctrinale et les nécessités de la politique intérieure française, en d'autres mots, la dépendance existante entre l'interprétation de la situation allemande et la situation politique française.

Dans quelle mesure la montée nationale-socialiste influença-t-elle les relations franco-allemandes. La droite n'eut pas besoin de modifier sa conception de la politique française vis-à-vis de l'Allemagne, car Hitler ne s'écarta pas de la tradition allemande. La conciliation avec le voisin d'outre-Rhin restait dangereuse et inutile. Le succès d'Hitler lui donna la possibilité d'attaquer sévèrement la politique briandiste et d'exiger la fin de la politique des concessions et de désarmement pour la remplacer par une politique de fermeté avec priorité à la défense nationale qui seule pourrait garantir la paix. Cette ligne a été suivie au cours de l'année 1931. A partir du succès d'Hitler aux élections de Hesse, la droite fit ressortir le danger de faire de nouvelles concessions à Brüning, car c'eût été faire le jeu d'Hitler, qui était proche du pouvoir. A partir du déclin de l'influence d'Hitler, en 1932, la droite ne modifia pas sa position, gardant sa politique dure, avec une nouvelle identification d'Hitler à von Papen et à Schleicher, ces derniers étant considérés comme plus dangereux pour la France que le chef national-socialiste.

La droite ne changea donc pas de politique, malgré les diverses modifications de la situation allemande, qui pour la droite ne pouvaient rien signifier, étant donné que l'Allemagne restait toujours l'Allemagne éternelle et menaçante. La gauche garda de même, malgré la montée nazie en Allemagne, sa conception de la politique extérieure française. Elle l'accentua encore, de crainte que le regain d'un nationalisme allemand ne donnât en France la prio-

rité à la défense nationale et en conséquence l'échec définitif des négociations de désarmement. La gauche maintint son point de vue car elle estima que la sécurité française était suffisamment garantie par les traités existants. Mais les socialistes français eurent conscience qu'une montée continuelle d'un nationalisme virulent en Allemagne, menacerait gravement l'existence de cette conception. C'est pourquoi la gauche soutint la thèse d'une aide française supplémentaire à l'Allemagne, afin de diminuer ainsi l'influence nationale-socialiste. Pour écarter le danger national-socialiste, il fallait aider les forces démocratiques de la République allemande. La gauche était consciente du fait que la montée nazie influençait fatalement les relations franco-allemandes, car l'Allemagne donnait ainsi, au lieu des signes de bonne foi (exigés comme condition de base pour le rapprochement), des signes de mauvaise foi. La gauche se vit donc dans la difficulté de défendre sa position dans des circonstances défavorables qui risquaient de teinter cette dernière d'irréalisme. La conception de la gauche se basa sur deux erreurs fondamentales: elle eut d'abord le tort de considérer qu'Hitler n'aurait de liberté d'action, ni vers l'est, ni vers l'ouest, car il aurait provoqué une coalition des puissances contre lui, capable de paralyser ses actions. D'autre part, elle crut pouvoir intégrer le national-socialisme dans le système des traités internationaux et ce fut sa seconde erreur. Elle eut une conception fautive du caractère de la politique extérieure totalitaire qui obéissait aux besoins d'une politique de force (*Machtpolitik*) fondée sur une idéologie et non pas sur les normes du droit des gens.

Sous l'angle de la politique extérieure du centre, enfin, le développement de la situation politique allemande et la montée nazie furent d'un intérêt primordial, car ce parti était au pouvoir, donc responsable de la politique française. La montée nationale-socialiste ne put que durcir la position française, car pour admettre de nouvelles concessions, il lui fallait une Allemagne qui inspirât confiance. La montée nationale-socialiste, au contraire, accentua encore plus intensément le souci de la sécurité française et le désintéressement pour un désarmement général. Bien qu'à partir du succès d'Hitler, lors des élections législatives de 1930, on n'enterrât pas tout à fait la politique de rapprochement, on durcit sensiblement la politique vis-à-vis de l'Allemagne, ayant perdu en elle la confiance requise. Par la suite, un mi-chemin entre la politique des socialistes et celle de la droite fut recherché, en soulignant l'importance prééminente de la sécurité française. Rapprochement et désarmement oui, mais seulement si la sécurité était absolument garantie. La hiérarchie fut donc: sécurité d'abord, ensuite arbitrage et désarmement. Ainsi les relations franco-allemandes se trouvèrent-elles dans un cercle vicieux. Brüning, avait en effet besoin, dans le domaine extérieur, de succès, pour prendre aux nationaux-socialistes une des bases de leur propagande; la France ne voulut pas faire de nouvelles concessions avant la diminution de la puissance nazie. La confrontation entre l'exigence allemande d'égalité de droits et le souci

français de sécurité, empêchant le rapprochement, était donc sans issue. La montée nazie, à partir de 1930, influença directement les relations franco-allemandes et provoqua finalement, dans la politique de rapprochement entre la France et l'Allemagne, un état de malaise sans issue. La France perdit à nouveau confiance en l'Allemagne en constatant avec justesse, à la fois, le regain du nationalisme allemand et une politique extérieure allemande qui accentuait le « caractère national ».

Le mouvement national-socialiste encore dans l'opposition, donc irresponsable vis-à-vis de la politique allemande, influençait cependant déjà lourdement les relations franco-allemandes. *Autre et semblable à elle-même, l'Allemagne annonce quels destins?*¹²² La seconde partie de cette étude se consacra à donner une réponse à cette question.

Lors de l'accès d'Hitler au gouvernement de coalition du 30. 1. 1933, l'opinion française commença à voir se substituer à la place de *révolution hitlérienne*, l'expression « soulèvement national », dans les discours d'Hitler. Or, elle ne saisit pas la signification tactique de ce nouveau slogan qui symbolisait une étape vers la conquête du pouvoir absolu.

En effet, d'après les plans d'Hitler, cette conquête *légitime* du pouvoir absolu devait se dérouler en trois étapes. La première consistait en la participation au cabinet présidentiel. La deuxième en la transformation de ce cabinet en un gouvernement national, ayant comme base une majorité parlementaire. Par la dissolution du Reichstag, Hitler se donna le délai constitutionnel de trois semaines nécessaire à la réalisation d'ordonnances telles que celles du 4 et du 28 février qui lui donnèrent la possibilité de fausser, par la conciliation habile de la propagande, de la terrorisation et des intimidations des partis adversaires, les élections législatives du 5 mars. Après avoir ainsi préparé le terrain, il s'assura, dans une dernière étape, par le vote favorable d'un parlement amputé et intimidé, les pleins pouvoirs dictatoriaux. Cette nouvelle tactique d'une prise de pouvoir absolu qui gardait une apparence de légalité, échappa, dans sa totalité, à l'opinion française, bien qu'elle se doutât de son but. Le cabinet d'Hitler fut considéré comme plus solide que les gouvernements précédents par l'ensemble de l'opinion française, à l'exception des communistes qui le considéraient comme un gouvernement transitoire qui finirait par l'effondrement du capitalisme, faisant place à l'implantation d'un régime communiste.

Il n'en allait pas de même en ce qui concernait le rapport des forces au sein du gouvernement. Sur ce point, toutes les tendances de l'opinion française se trouvèrent divisées. La droite, à l'exception de Pertinax et Bainville, estima avec justesse qu'Hitler avait de fortes chances de subjuguier les conservateurs et de devenir ainsi le maître absolu de l'Allemagne. La gauche considérait

¹²² Bainville, *Histoire de deux peuples*. 100^e édition Paris, 1933, p. 251.

Hitler comme un instrument des conservateurs, servant leurs intérêts de classe, étant donné que pour elle Hitler n'avait pas fait la conquête du pouvoir mais l'exerçait seulement. Seuls Grumbach et Harmel ne commirent pas cette faute d'estimation. Quant au centre, une fraction s'approchait du point de vue de la droite, estimant qu'Hitler avait plus de chances d'imposer ses buts que les conservateurs; l'autre fraction, surtout le »Temps« et »Paris-Soir«, croyaient à l'encadrement d'Hitler, non seulement par les conservateurs, mais aussi par les restrictions constitutionnelles.

Les trois tendances discernèrent, avec justesse, les desseins du nouveau gouvernement, surtout l'objectif d'Hitler d'établir une dictature fasciste. La droite et une fraction du centre pensèrent qu'il attendrait cet objectif, la gauche et l'autre fraction du centre ne surent pas le prévoir. L'effondrement de la résistance démocratique ne surprit donc ni la droite, ni la majorité du centre, mais il provoqua une profonde déception au sein de la gauche et d'une partie du centre qui ne s'y attendaient pas.

Si la droite ne crut pas à une résistance des forces démocratiques, l'argumentation qui la fit ainsi conclure n'était cependant pas juste: l'ensemble de circonstances qui entraînèrent la paralysie de ces forces, était beaucoup plus complexe que l'explication primaire que la droite en donnait. Une des causes de l'effondrement de la résistance démocratique fut saisie néanmoins, et par la droite et par le centre. Il s'agit de la vague d'acclamations populaires qui s'éleva après l'avènement d'Hitler, au seul profit du NSDAP, vague qui facilita les mesures prises par les dirigeants nationaux-socialistes. Ce phénomène de *contrainte volontaire, de l'interaction du commandement et de l'acclamation*, fut souvent dénoncé dans des expressions telles que *l'instinct grégaire du peuple allemand, besoin d'autorité, l'Allemand poussé par une force impulsive à s'associer à la collectivité quand ses manifestations sont suffisamment puissantes*. En effet, Hitler, profitant dès le 30 janvier du mythe d'Hindenburg, concentra sur lui l'appel au sauveur de l'Allemagne. Le centre d'ailleurs, allait plus loin dans l'explication de l'effondrement démocratique. Il évoqua à juste titre, les difficultés matérielles de la classe ouvrière et de ses dirigeants, et le manque d'expérience en matière de démocratie et de liberté en Allemagne. La déception du »Temps« et de la gauche lors de cet effondrement, provoqua une vive réaction contre le S.P.D. de la part du »Temps« et même des critiques de la gauche visant sa tactique et plus particulièrement, son attachement à la légalité.

On envisageait un troisième danger possible à la position de force d'Hitler, en plus de l'encadrement conservateur et de la résistance démocratique: ce serait un conflit entre le chancelier et la base de son mouvement. La droite n'y croyait pas: le centre envisageait vaguement le problème; ce fut la gauche qui s'en préoccupa, l'ayant vu avec justesse. Mais elle surestima sa portée, ne saisissant pas l'existence catégorique du *Führerprinzip*.

En ce qui concerne la conception de la politique extérieure du gouvernement hitlérien, les trois tendances crurent, à tort, avoir affaire à un gouvernement révisionniste, sans discerner les différences fondamentales qui dissociaient Hitler et ses buts de la tradition weimarienne. Les trois tendances gardèrent ainsi leur vision des buts hitlériens, visions développées déjà avant son accès au pouvoir et analysées en détail ci-dessus. Le nouvel élément qui après l'avènement d'Hitler souleva le plus vif intérêt, fut le réarmement, malgré les discours empreints de pacifisme du nouveau chancelier, et elle voulut, à l'unanimité, qu'il soit sinon empêché, du moins contrôlé. Mais si elle dénonça le révisionnisme hitlérien, elle méconnut le véritable but que ce réarmement servait: l'expansionnisme allemand. Les militaires, divisés, réagirent différemment quant à la signification et aux conséquences du réarmement. La fraction qui partageait les opinions de Gamelin, sousestimant l'efficacité des efforts allemands et surestimant la capacité militaire française, ne s'inquiétait que peu. L'autre fraction, dont Weygand résumait les convictions, apprécia réellement le danger qui augmentait depuis l'avènement d'Hitler au pouvoir.

L'avènement d'Hitler créa un climat d'inquiétude générale en France. La droite, la gauche et le centre voyaient s'ébaucher un bloc fasciste italo-allemand, danger concret pour la paix européenne. En conséquence, la droite écarta toute possibilité d'un rapprochement franco-allemand, ne voyant d'autre issue pour la France qu'une politique de fermeté vis-à-vis de l'ennemi héréditaire.

La gauche, bien que partageant l'inquiétude générale persista à prêcher incompréhensiblement, le désarmement général, et continua à concentrer ses espoirs pour la solution du problème européen dans la politique de la S.D.N. Elle s'opposa donc à toute négociation bilatérale franco-allemande. Le centre, inquiet lui aussi, voyait, à juste titre, sa politique de rapprochement menacée. Bien qu'il ne crût pas à une guerre immédiate, il se voyait amené à pratiquer une politique de paix armée (comme avant 1914), des démarches au sein de la S.D.N. étant difficiles sinon impossibles à pratiquer, avec une Allemagne hitlérienne. On constata un durcissement général face à l'Allemagne nazie et un refus de l'esprit *d'apaisement*. Toutefois, le revirement de l'attitude gouvernementale ne se produisit qu'à partir de 1934, les gouvernements successifs étant demeurés jusque là dans la tradition briandiste.

Les communistes, eux, eurent une interprétation particulière du danger occasionné par l'avènement d'Hitler. Ils n'imaginaient nul bloc militaire menaçant la France, mais une espèce de Sainte-Alliance franco-allemande, dirigée contre la Russie.

La dissolution du Reichstag, première mesure du nouveau gouvernement, n'eut pas de grands échos dans l'opinion française. Pourtant, en déclarant de nouvelles élections à la suite, et non pas à l'origine, de la formation d'un gouvernement, et appelant le peuple à prendre une décision qui appartenait au

parlement, Hitler viola la constitution, inaugurant ainsi la série de mesures qui l'amènèrent à s'assurer les pleins pouvoirs. La légalité fut respectée dans ses formes extérieures et superficielles, et dans cette optique, cette dissolution fut une mesure à caractère de coup d'état. »Le Temps« fit à ce sujet une analyse profondément erronée, donnant à Hitler la place de victime de cette mesure alors qu'il en était l'auteur. Il manquait au gouvernement hitlérien le prétexte nécessaire pour légaliser et justifier la terreur déjà amorcée, mais avec prudence, au cours du mois de février. Avec l'incendie du Reichstag, qui se prêtait facilement à être interprété comme le fanal d'une révolution communiste, Hitler put saisir l'occasion, longuement attendue, pour faire disparaître les garanties constitutionnelles et établir la dictature. Il utilisa ainsi la théorie révolutionnaire communiste dont les communistes furent les premières victimes. A la suite de cet incendie, Hitler établit, par l'ordonnance du 28 février qui resta en vigueur jusqu'en 1945, la base de sa dictature. L'opinion française, si elle perçut la main hitlérienne derrière cet attentat, dont le profit revenait uniquement aux nazis, ne sut pas le placer dans le déroulement de la tactique hitlérienne de la prise du pouvoir absolu. Elle ne sut pas davantage reconnaître l'importance majeure de l'ordonnance qui suivit cet incendie, accordant plus de poids à la loi des pleins pouvoirs. La droite n'y porta pas grand intérêt, estimant aveuglément les mesures conséquentes à cet incendie, ainsi que les brutalités alors déclenchées ouvertement par Hitler, comme le programme propre à un gouvernement autoritaire. La droite se trouva isolée dans son opinion, le centre et la gauche dénonçant vivement les brutalités atroces du nouveau régime.

L'interprétation du résultat des élections législatives du 5 mars 1933 par l'opinion française, eut plusieurs directions. La droite, dont l'intérêt se réveilla, s'unit dans la vision d'une Allemagne dont Hitler était le maître absolu; vision à laquelle se rattacha une partie du centre.

La gauche et l'autre partie du centre accentuèrent cependant, le fait qu'Hitler n'était quand même pas toute l'Allemagne, soulignant qu'il n'avait même pas obtenu la majorité des voix aux élections. La gauche seule persista à voir une signification réelle dans les chiffres électoraux. Etant donné la situation profondément changée par la dissolution du Reichstag, les ordonnances du 4 et 28 février, le deuxième coup d'état et le régime de terreur de Goering en Prusse, et la suppression de la presse des partis adversaires, ce fut une grave erreur. Le »Temps« fit à ce sujet une analyse remarquable. Il saisit la rupture nette existant entre les élections du 5 mars et celles appartenant à la tradition weimarienne, les conditions sans précédent dans lesquelles elles se déroulèrent, estimant qu'un succès relatif dans ces conditions, montrerait une Allemagne moins malade qu'on ne supposait. Si l'opinion française se trouva partagée lors des élections du 5 mars, elle s'unifia dans son interprétation de la loi de »l'allègement de la misère du peuple et du Reich«. Elle analysa avec

lucidité les conséquences et la portée de cette loi, dont la ratification provoqua chez Léon Blum un revirement profond. *Le régime de la dictature hitlérienne était régulièrement établi en Allemagne.*

Nous constatons que l'opinion française était donc surprise et inquiète, mais l'arrivée d'Hitler au pouvoir ne provoqua pas de panique ni même de vrai choc.

La littérature scientifique, à plusieurs reprises, évoquait le phénomène d'un chassé-croisé provoqué en France par l'accès d'Hitler au pouvoir. On appela ainsi le renversement de positions qui consistait en une évolution de la gauche, germanophile, vers une attitude anti-allemande, et de la droite, germanophobe, vers une position pro-allemande.

Cette thèse nécessite, pour l'année 1933, deux corrections. Tout d'abord, le vrai changement eut lieu à partir de 1935, et non à partir de 1933. Néanmoins, on discernait au cours de l'année 1933 déjà, les premiers indices laissant transparaître le changement en préparation. Ces indices n'étaient pas fictifs, mais reposaient sur des faits réels. L'ambassadeur Köster, lui-même, rapporta à son ministère à Berlin ces signes d'un revirement des tendances traditionnelles à l'égard de l'Allemagne: . . . *Without wanting to dramatize matters I consider my duty to point to the change in our disfavor clearly visible everywhere in recent weeks, even in circles advocating a reconciliation between France and Germany; in this connection I cannot cover up the fact that the thought of a prompt deterrence by force of the allegedly threatening danger is gaining favor . . .*¹²³ Il est indéniable que la gauche renonça en grande partie à la politique d'entente avec l'Allemagne hitlérienne pour prôner une attitude ferme face au national-socialisme. Le changement de la droite fut loin d'être aussi radical. Car, à un refus de tout ce qui était allemand, se substituait une vue plus nuancée qui reconnaissait, certes la politique autoritaire et anti-marxiste des nationaux-socialistes, mais avertissait le public français du danger du révisionnisme hitlérien pour la France: voilà la deuxième correction à apporter.

Nous devons donc considérer l'année 1933 plutôt comme le point de départ d'une décomposition des doctrines rigides et des fronts immobiles. De nombreuses idées étaient en train de naître, de se développer, de se concrétiser. Presque tous les groupements politiques traversèrent des crises et subirent des scissions, exception faite au parti communiste qui resta un bloc, uni dans son attitude vis-à-vis de l'avènement d'Hitler et de l'Allemagne nationale-socialiste.

¹²³ Documents, op. cit., p. 137.